

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2008 — 460

[2008/200426]

**13 DECEMBRE 2007. — Arrêté du Gouvernement wallon
relatif au financement des installations de gestion des déchets**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, notamment les articles 27 et 28;

Vu l'avis de la Commission des déchets, donné le 6 juillet 2006;

Vu l'avis du Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne, donné le 21 septembre 2006;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 22 mai 2006;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 8 juin 2006;

Vu les avis 43.381/2/V et 43.382/2/V du Conseil d'Etat, donnés le 28 août 2007 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,

Arrête :

Titre 1^{er}. — Dispositions communes**CHAPITRE I^{er}. — Définitions**

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1^o déchet : déchet tel que défini par le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets;

2^o installation de gestion des déchets : parc à conteneurs, centre de transfert, centre de tri, installation de prétraitement, centre de valorisation des déchets organiques fermentescibles, centre de valorisation des mâchefers ou installation d'incinération avec valorisation énergétique;

3^o tarification des déchets : la répercussion sur les usagers des coûts de gestion des déchets provenant de l'activité usuelle des ménages;

4^o usager : ménage producteur de déchets et bénéficiaire du service de gestion des déchets rendu par la commune;

5^o fraction subsidiable : part de l'investissement égale au rapport entre la capacité pondérale de l'installation effectivement utilisée pour la gestion des déchets visés à l'article 4, et la capacité totale de l'installation;

6^o Ministre : le Ministre qui a la Politique des déchets dans ses attributions;

7^o plan wallon des déchets : plan fixé en vertu du décret du 21 avril 1994 relatif à la planification en matière d'environnement dans le cadre du développement durable;

8^o décret : décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets;

9^o office : l'Office wallon des déchets, tel que visé par le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets.

CHAPITRE II. — Conditions d'octroi des subventions

Art. 2. Seules les communes et les associations de communes en charge de la gestion des déchets peuvent bénéficier des subventions faisant l'objet du présent arrêté.

A partir du 1^{er} janvier 2008, l'octroi de la subvention est conditionné au respect de l'article 21 du décret et des mesures prises en exécution de celui-ci.

Si la demande de subvention est adressée par une association de communes, seul un projet figurant dans le plan stratégique de cette intercommunale au sens de l'article L.1523-13, § 4, alinéa 2, du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, peut faire l'objet d'une subvention.

Art. 3. Peuvent faire l'objet d'une subvention :

1^o les travaux de construction et d'agrandissement d'installations de gestion des déchets, en ce compris :

a) le matériel de gestion, de manutention et de stockage des déchets;

b) les équipements de contrôle, protection et surveillance environnementales des installations, en ce compris le système informatique de transmission des informations à l'Office;

c) l'établissement de zones de stockage de déchets avant leur traitement ou le stockage des refus de l'unité de traitement;

d) tout ou partie de l'aménagement des abords et des voies d'accès privées des installations subventionnées;

e) les bâtiments nécessaires à la conduite des installations de gestion des déchets.

2^o la transformation et le renouvellement d'installations de gestion de déchets dès lors qu'ils sont destinés à adapter les installations existantes à de nouvelles contraintes législatives ou réglementaires, en ce compris les objets énoncés au 1^o, a à c;

3^o les études géotechniques nécessaires à l'exécution de travaux subventionnables mentionnés au 1^o et les frais d'exécution d'essais autorisés par l'Office;

4^o l'acquisition d'immeubles nécessaires à l'exécution de travaux subventionnables mentionnés au 1^o;

5^o les véhicules et engins non immatriculés affectés aux installations de gestion de déchets;

6^o les équipements de transport de l'énergie produite par le bénéficiaire de la subvention jusqu'à la limite de propriété du premier utilisateur;

7^o les frais d'études de projets pilotes visant exclusivement les déchets ménagers et assimilés, pour autant que leur durée n'excède pas trois ans à compter de la date de l'arrêté qui accorde le subside et que leur montant soit inférieur à 250.000 euros. Ces projet pilotes se limitent :

a) à des espaces propétés ou des nouvelles méthodes de collecte des déchets en porte à porte ou par apport volontaire réalisées sur le territoire d'une ou de plusieurs communes;

b) à de nouvelles installations de traitement ou de nouvelles techniques destinées à moderniser les infrastructures existantes.

Art. 4. Pour pouvoir faire l'objet d'une subvention, les installations de gestion des déchets doivent être partiellement ou totalement dédiées à la gestion des déchets suivants :

- 1° les déchets provenant de l'activité usuelle des ménages;
- 2° les déchets visés aux rubriques 200201, 200301, 200302, 200303 et 200307 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 juillet 1997 établissant un catalogue des déchets;
- 3° les déchets hospitaliers et de soins de santé de classe A et B1, provenant éventuellement d'unités de prétraitement, tels que définis par l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 juin 1994 relatif aux déchets hospitaliers et de soins de santé.

Art. 5. Ne peuvent faire l'objet d'une subvention :

- 1° les installations de gestion des déchets sur lesquels le bénéficiaire ne dispose ni d'un droit réel, ni du droit d'acquérir un droit réel en vertu d'une option d'achat;
- 2° les véhicules de collecte et de transport de déchets;
- 3° les voies d'accès publiques extérieures au site d'exploitation;
- 4° toute dépense liée aux frais d'établissement, d'exploitation et de remise en état des centres d'enfouissement technique;
- 5° le démantèlement des biens subventionnés;
- 6° le renouvellement d'installations subventionnées et ce durant toute la période d'amortissement de la partie subventionnée de ces installations.

Art. 6. La subvention est accordée ou refusée en fonction :

- 1° des limites des crédits budgétaires de l'Office afférents aux subventions;
- 2° de la conformité du projet aux dispositions du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets et de sa cohérence avec les objectifs du Plan wallon des déchets;
- 3° du respect par son bénéficiaire des dispositions prévues par le Plan wallon des déchets pour la gestion des déchets dont il est responsable.

CHAPITRE III. — Obligations du bénéficiaire des subventions

Art. 7. § 1^{er}. Pour bénéficier d'une subvention, la commune ou l'association de communes doit impérativement :

- 1° alimenter prioritairement l'installation subventionnée avec les déchets visés à l'article 4, en vue d'atteindre la fraction subsidiable déterminée à l'occasion de la promesse ferme de subvention visée à l'article 12, § 4;
- 2° lorsque des circonstances exceptionnelles l'exigent, accepter de manière temporaire et sur invitation du Gouvernement les déchets visés à l'article 4, provenant d'autres communes ou associations de communes, et ce, aux conditions financières applicables aux communes utilisant habituellement l'installation;
- 3° accorder aux déchets visés à l'article 4, en provenance d'autres communes ou associations de communes un accès non discriminatoire aux installations subventionnées;
- 4° constituer des provisions pour grosses réparations sur le total de l'investissement permettant à l'installation de fonctionner de manière optimale pendant toute la durée d'amortissement; ces provisions doivent être constituées chaque année à concurrence d'un minimum de 0,5 % des investissements de génie civil, de 2 % pour les investissements en électromécanique et de 5 % pour les investissements dans le matériel roulant;
- 5° transmettre trimestriellement à l'Office, au moyen du système informatique défini par celui-ci, les informations permettant d'apprécier l'évolution mensuelle de la réalisation du Plan wallon des déchets et notamment les informations relatives à la collecte, à la valorisation et à l'élimination des déchets;
- 6° réclamer à la personne soumise à une obligation de reprise de déchets par ou en vertu de la législation, ou, en cas d'adhésion à une convention environnementale ou à un organisme agréé chargé de l'obligation de reprise, à l'organisme assurant la gestion de l'obligation de reprise, un prix couvrant l'intégralité des coûts d'investissement et de fonctionnement de l'installation subventionnée liés à la gestion de ces déchets et ristourner annuellement à la Région la part du montant perçu qui correspond aux subsides et aides régionales pour l'installation, selon les modalités arrêtées par le Gouvernement;
- 7° réclamer à toute personne utilisant l'installation subventionnée pour des déchets autres que ceux visés à l'article 4, un prix qui permette de couvrir l'intégralité des coûts d'investissement et de fonctionnement de ladite installation, en tenant compte de la fraction subsidiable, et ristourner annuellement à la Région la part du montant perçu qui correspond aux subsides et aides régionales pour l'installation;
- 8° communiquer aux Ministres qui ont la Politique des déchets et les Affaires intérieures dans leurs attributions, à leur première demande, tout renseignement de quelque nature que ce soit concernant les installations subventionnées et leur gestion, particulièrement toute modification de la part de la taxe sur la valeur ajoutée supportée dans le cadre de la réalisation des installations subsidiées;
- 9° lorsque la subvention a pour objet l'acquisition ou la construction d'un immeuble :
 - a) ne pas modifier la destination de l'immeuble sans l'autorisation du Ministre;
 - b) en cas d'aliénation totale ou partielle de l'immeuble subventionné avant l'expiration de sa durée d'amortissement, rembourser la part non amortie du montant de la subvention majoré de 60 % de la plus-value éventuellement réalisée;
- 10° transmettre annuellement à l'Office les éléments et pièces justificatives attestant du respect de l'article 21 du décret et des mesures prises en exécution de celui-ci.

§ 2. Sans préjudice du paragraphe 1^{er}, l'octroi de la subvention pour les parcs à conteneurs pour déchets ménagers est subordonné aux conditions complémentaires suivantes :

- a) le parc à conteneurs existant ou en projet permet de collecter sélectivement au moins treize des catégories de déchets suivants :
 - 1° les déchets inertes;
 - 2° les encombrants ménagers;
 - 3° les déchets d'équipements électriques et électroniques;
 - 4° les déchets verts;
 - 5° les déchets de bois;
 - 6° les papiers et cartons;

- 7° le verre de couleur et le verre blanc;
- 8° les plastiques;
- 9° le textile;
- 10° les métaux;
- 11° les huiles et graisses usagées à usage alimentaire;
- 12° les huiles usagées autres que sub 11;
- 13° les piles usagées;
- 14° les déchets spéciaux des ménages;
- 15° les déchets d'amiante-ciment;
- 16° les pneus usagés.

b) les usagers ont un accès gratuit aux parcs à conteneurs gérés par leur commune ou par l'association de communes dont leur commune est membre;

c) les usagers provenant du territoire d'une autre commune ou association de communes ont accès aux parcs à conteneurs et le coût du service rendu par le prestataire est couvert préalablement par la commune dont ils sont issus, par eux-mêmes ou par toute autre disposition conventionnelle.

CHAPITRE IV. — Octroi des subventions

Section 1^{re}. — Base de calcul des subventions

Art. 8. Le montant final des dépenses subsidiables est arrêté par le Gouvernement sur avis de l'Office, après introduction par le bénéficiaire du compte final des dépenses afférentes au coût de réalisation du projet, établi conformément à l'article 9, déduction faite de l'intervention de tout autre organe public ou privé.

La subvention régionale est calculée sur le montant final des dépenses subsidiables, aux taux fixés à l'article 11. Au cas où une installation de gestion des déchets, autre qu'un parc à conteneurs, n'est pas exclusivement utilisée pour la gestion des déchets visés à l'article 4, la subvention est limitée à la fraction subsidiable. La décision qui accorde la subvention détermine la fraction subsidiable.

Pour les parcs à conteneurs, la fraction subsidiable est fixée à 100 % sur toute la période d'amortissement.

Art. 9. Le coût de réalisation du projet subventionnable s'entend du montant du marché passé en vue de la réalisation dudit projet, auquel peuvent être ajoutés les éléments suivants, pour autant qu'ils aient été autorisés au préalable par le Gouvernement, sur avis de l'Office :

- 1° le coût des modifications et des travaux supplémentaires indispensables ou imprévisibles;
- 2° 5 % du montant total du marché, à titre de frais généraux afférents à l'exécution du marché comprenant :
 - a) les honoraires de l'auteur de projet;
 - b) les frais de surveillance de l'exécution du marché;
 - c) les frais d'adjudication;
 - d) les frais d'assurance-contrôle et de chantier jusqu'à réception définitive;

3° les intérêts des emprunts contractés en vue de financer la réalisation du projet à subventionner, au taux maximum de 5 % l'an.

Art. 10. La subvention pour l'acquisition d'immeubles est calculée sur la base de l'estimation établie par le comité d'acquisition d'immeubles ou le receveur de l'enregistrement.

Si le prix d'acquisition est inférieur à l'estimation, la subvention est calculée sur ce prix.

Section 2. — Taux des subventions

Art. 11. Sans préjudice des dispositions spécifiques visées au titre II du présent arrêté, le taux de la subvention est fixé à :

1° 85 % de la fraction subsidiable de l'installation, pour la finalisation ou l'extension du réseau de parcs à conteneurs;

2° 35 % de la fraction subsidiable pour les installations de prétraitement ou de tri, pour les installations de compostage, de biométhanisation des déchets organiques, pour les installations de traitement des déchets encombrants, pour les centres de transfert et pour les bâtiments administratifs non intégrés aux installations de traitement et affectés au personnel de gestion des déchets;

3° 30 % de la fraction subsidiable, pour les installations de valorisation énergétique, les installations d'incinération des déchets avec récupération d'énergie et pour les frais d'études des projets pilotes.

Section 3. — Procédure de demande et d'octroi des subventions

Art. 12. § 1^{er}. Au cours du premier trimestre de chaque année, la commune ou l'association de communes transmet au Ministre un échéancier des demandes de subvention pour l'année en cours et l'année suivante ainsi que toute modification intervenue sur les projets approuvés.

Cet échéancier reprend l'objet précis des demandes de subvention et leur intégration dans les objectifs du plan wallon des déchets.

L'Office examine l'opportunité technique et économique des avant-projets et la cohérence de ceux-ci avec le Plan wallon des déchets.

Sur avis de l'Office, le Ministre informe, avant la fin du premier semestre de chaque année, la commune ou l'association de communes des avant-projets qui seront pris en considération et prévoit les crédits budgétaires.

§ 2. Le demandeur transmet à l'Office les documents de l'avant-projet, pour examen technique.

Sur rapport de l'Office, le Ministre peut accorder une promesse de principe de subvention. Il notifie sa décision dans un délai de nonante jours calendrier à dater de la réception du rapport.

§ 3. Le demandeur transmet à l'Office sa décision relative à l'attribution du marché.

Le cas échéant, le rapport contenant l'estimation du comité d'acquisition d'immeubles ou du receveur de l'enregistrement est joint au rapport.

L'Office communique son rapport dans un délai de nonante jours calendrier au Ministre, qui peut octroyer la promesse ferme de subvention conformément aux dispositions spécifiques des titres 2 et 3.

Section 4. — Liquidation des subventions

Art. 13. L'Office contrôle et liquide les tranches de la subvention.

Art. 14. La liquidation de la subvention est subordonnée :

- 1° à l'obtention préalable et au maintien de toutes les autorisations requises;
- 2° au respect des obligations prévues à l'article 7.

La subvention est liquidée au prorata des communes ayant rempli leurs obligations prévues à l'article 7 et produit les documents l'attestant. Pour les autres communes, la liquidation de la subvention est suspendue jusqu'à la production de tous les documents attestant du respect des obligations prévues à l'article 7.

Section 5. — Récupération des subventions

Art. 15. Le Ministre récupère tout ou partie de la subvention accordée :

- 1° lorsque les conditions d'octroi prévues dans le présent arrêté et les obligations de leur bénéficiaire ne sont pas respectées;
- 2° en cas de réduction de la base de calcul de la subvention, notamment suite à la connaissance des renseignements à communiquer en application de l'article 7, § 1^{er} 7°.

Le Gouvernement arrête, sur proposition du Ministre, les modalités de récupération de la subvention.

Titre 2. — Dispositions spécifiques aux projets dont la subvention est liquidée par tranches annuelles

Section 1^{re}. — Champ d'application

Art. 16. Sont visés par le présent titre les projets subsidiés figurant dans la liste annexée au présent arrêté. Cette liste reprend l'ensemble des projets d'investissements connus à la date du 30 mars 2006 et susceptibles d'être financés par la Région; elle peut être complétée par d'autres projets subsidiés dont le coût de réalisation est égal ou supérieur à 250.000 euros.

Le seuil du coût de réalisation du projet de 250.000 euros est indexé au 1^{er} janvier de chaque année en fonction de l'évolution de l'indice des prix à la consommation de l'année précédente.

L'indice de référence est l'indice des prix à la consommation au 1^{er} janvier de l'année 2007.

Section 2. — Taux des subventions

Art. 17. § 1^{er}. Les taux déterminés à l'article 11, § 1^{er}, 2° et 3°, sont majorés de cinq pour cent au cas où l'installation subventionnée accueille au moins dix pour cent des déchets visés à l'article 4, produits dans le ressort territorial d'une autre association de communes. Le ressort territorial des associations de communes pris en considération pour l'application de taux majorés est fixé au 1^{er} janvier 2005.

Ils sont majorés de dix pour cent au cas où l'installation subventionnée accueille au moins trente-cinq pour cent de ces déchets, et sont majorés de quinze pour cent au cas où l'installation subventionnée accueille au moins soixante pour cent de ces déchets.

Pour l'application du présent paragraphe, le pourcentage de déchets donnant droit à la majoration de taux équivaut au pourcentage de la population dont les déchets sont collectés en vue d'être gérés dans l'installation d'un autre ressort territorial.

§ 2. Le taux prévu au § 1^{er}, 2°, pour les installations de compostage et de biométhanisation est majoré de 5 % sur présentation des bordereaux attestant la valorisation effective en agriculture, horticulture ou sylviculture de 90 % minimum des quantités de compost produit.

Section 3. — Octroi et liquidation des subventions

Art. 18. Tout dossier de demande de subvention, y compris pour l'extension de la capacité d'une installation, mais à l'exclusion des parcs à conteneurs, n'est recevable que pour autant que le demandeur dispose des garanties suivantes en matière d'approvisionnement de l'installation :

- 1° nonante pour-cent au moins de la capacité de l'installation doivent être garantis, au moins pour la durée d'amortissement de celle-ci visée à l'article 20, § 2;
- 2° nonante pour-cent de la fraction subsidiable de l'installation doivent être garantis, pour la durée d'amortissement de celle-ci visée à l'article 20, § 2, par un approvisionnement en déchets visés à l'article 4.

Ces garanties d'approvisionnement sont données soit par référence aux tonnages effectivement traités ou collectés l'année précédant la demande ou aux quantités à collecter projetées en application du schéma de collecte, soit par contrat au sens de l'article 5*bis* du décret, soit, le cas échéant, par les statuts de l'association.

Art. 19. Sur le rapport de l'Office visé à l'article 12, le Ministre peut accorder une promesse ferme de subvention des projets d'infrastructures après approbation par le Gouvernement des crédits budgétaires à octroyer. Il notifie sa décision dans un délai de nonante jours calendrier à dater de la réception du rapport de l'Office.

Art. 20. § 1^{er}. Le montant de la subvention à liquider pour l'exercice écoulé est fixé chaque année en fonction de la fraction subsidiable. Pour les parcs à conteneurs, la fraction subsidiable est fixée conformément à l'article 12.

§ 2. Le paiement de la subvention est réparti sur l'ensemble de la période d'amortissement.

Pour l'application du présent titre, la durée d'amortissement d'une installation subventionnée est fixée à vingt ans, sauf pour le matériel roulant non immatriculé destiné directement à l'exploitation de l'installation, pour lequel la durée d'amortissement est de sept ans.

Dans des cas exceptionnels, visés notamment par l'article 3, 2°, la décision d'octroi d'une subvention peut fixer une durée d'amortissement différente, auquel cas le coût de réalisation peut être inférieur à € 250.000.

Chaque tranche est payée après la date anniversaire de la déclaration officielle de la mise en service industrielle. A défaut d'une telle déclaration, la tranche est payée à la date anniversaire de la réception provisoire de l'installation. Le paiement de la première tranche a lieu après le premier anniversaire de la déclaration officielle de la mise en service industrielle ou, à défaut, de la réception provisoire.

Art. 21. § 1^{er}. A chaque date anniversaire de la mise en service industrielle ou de la réception provisoire de l'installation, le bénéficiaire de la subvention introduit à l'Office un dossier contenant les informations de nature à permettre :

- 1° de fixer la fraction subsidiable;
- 2° de fixer définitivement le taux de la subvention pour l'année écoulée;

3° de déterminer les montants perçus auprès des titulaires d'une obligation de reprise ou auprès des organismes de gestion chargés de l'exécution des obligations de reprise, pour l'utilisation de ses installations de gestion de déchets;

4° d'apprécier toute modification éventuelle du régime de propriété de l'installation subventionnée;

5° de vérifier le respect des obligations fixées par l'article 8 du présent arrêté;

6° de déterminer l'approvisionnement de l'installation en déchets visés à l'article 4, y compris la perte éventuelle des garanties d'approvisionnement visées par l'article 12, § 2, et les mesures prises pour les restaurer;

7° de contrôler les déchets gérés, leur destination, et les produits valorisés.

Les points 1° et 2° ne sont pas d'application pour les parcs à conteneurs subventionnés.

§ 2. L'Office délivre un accusé de réception dans un délai de quinze jours à dater de la réception du dossier. Si le dossier est incomplet, l'accusé de réception précise les données manquantes à fournir. A défaut de réponse du demandeur de la subvention, l'Office peut présumer que l'installation ne répond plus aux conditions de l'obtention du subside.

L'Office fixe le montant de la tranche dans un délai de trois mois à compter de la réception du dossier complet. Il précise le montant exclu de la subvention du fait du non respect de l'article 21 du décret et des mesures d'exécution de celui-ci, conformément à l'article 14.

Dans le cadre d'une subvention accordée à une association de communes, le montant exclu de la subvention est basé sur la proportion des usagers à l'égard desquels les dispositions prévues à l'article 21 du décret ne sont pas appliquées; il reste à charge des communes concernées.

§ 3. Au cas où l'Office n'aurait pas accusé réception du dossier, ou notifié sa décision dans le délai visé par le paragraphe 2, alinéa 2, ou en cas de contestation, le demandeur de la subvention saisit le Ministre et lui envoie copie du dossier, par courrier recommandé à la poste avec accusé de réception. Celui-ci notifie sa décision dans les soixante jours de sa saisine.

Sans décision du Ministre notifiée dans ce délai, le demandeur peut saisir le Gouvernement du dossier suivant les modalités fixées au paragraphe 1^{er}. Le Gouvernement notifie sa décision par lettre recommandée dans les quarante-cinq jours de sa saisine.

Art. 22. La mise en paiement a lieu au terme de la procédure prévue par l'article 21.

Titre 3. — Dispositions spécifiques relatives aux autres projets

Section 1^{re}. — Champ d'application

Art. 23. Sont visées par le présent titre les projets subsidiables non visés par le titre II.

Pour l'application de l'article 5, 6°, la période d'amortissement est fixée à sept ans pour le matériel roulant, et vingt ans pour les autres équipements.

Section 2. — Octroi des subventions

Art. 24. Sur le rapport de l'Office visé à l'article 12, le Ministre peut accorder une promesse ferme de subvention et engager les crédits budgétaires. Il notifie sa décision dans les nonante jours calendrier à dater de la réception du rapport de l'Office.

Au cas où l'installation de gestion de déchets n'est pas exclusivement utilisée pour la gestion des déchets visés à l'article 4, la promesse ferme de subvention fixe les modalités de révision à la baisse de la subvention et de remboursement de tout ou partie de celle-ci, en fonction de l'évolution de la fraction subsidiable de l'installation.

Art. 25. Sur avis de l'Office, le Ministre détermine le montant final de la subvention après introduction par le bénéficiaire du compte final des dépenses.

L'association de communes dont le montant de la subvention est réduit du fait du manquement d'une commune aux obligations résultant de l'article 21 du décret répercute intégralement le montant du subside refusé de ce chef sur la commune défaillante.

Pour les subsides en faveur des parcs à conteneurs, le décompte final doit être introduit dans un délai de cinq ans à compter de l'octroi de la promesse ferme de subvention. Passé ce délai, la promesse de subvention devient caduque, et les montants encore à ordonnancer peuvent être désengagés.

Titre 4. — Dispositions transitoires, abrogatoires et finales

Art. 26. Pour l'application du présent arrêté, les montants indiqués s'entendent hors T.V.A.

Art. 27. Les articles 2 à 16 et 26 à 33 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 avril 1998 relatif à l'octroi de subventions aux pouvoirs subordonnés en matière de prévention et de gestion des déchets sont abrogés, sauf pour ce qui concerne les subventions engagées à charge du budget avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, qui restent régies par l'arrêté du 30 avril 1998 précité.

Les promesses de principe accordées sur la base de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 avril 1998 restent valables pour autant que les projets concernés aient été mis en œuvre avant le 1^{er} mai 2007. Pour le surplus, le présent arrêté leur est applicable.

Art. 28. Le Ministre est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 13 décembre 2007.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,
B. LUTGEN

Annexe

Intercommunales	Projets	Investissement prévu (part publique)
BEPN	Biométhanisation	18.000.000 €
	Extension déchets verts	750.000 €
	Plates-formes transfert	3.444.346 €
	Tri broyage encombrants (y compris IDELUX)	5.000.000 €
	Construction de 3 nouveaux parcs à conteneurs : Bièvre, Ohey, Profondeville	2.699.400 €
IDELUX	Extension de 9 parcs à conteneurs existants : Dinant, Jemeppe, Sambreville, Fosses, Naninne, Ciney, Couvin, Walcourt, Beauraing	2.431.000 €
	Transfert-prétraitement déchets résiduels	5.000.000 €
	Lifting centre compostage Habay	5.000.000 €
	Biométhanisation Tenneville	13.000.000 €
	Broyeur ligne principale	416.000 €
IPALLE	Construction de 3 nouveaux parcs à conteneurs : Arlon, Meix-devant-Virton, Bouillon 2	1.503.000 €
	Extension de 15 parcs à conteneurs existants : Arlon, Bertrix, Chiny, Erezée, Libin, Habay, Nassogne, Stavelot, Paliseul, Aubange, Amel, Manhay, Vielsam, Fauvillers, Bouillon	1.632.000 €
	Adaptation incinération (four 6 + Dénox)	30.958.697 €
	Four 7 et traitement des fumées	31.828.029 €
	Dalle de stockage de mâchefers	4.000.000 €
ITRADEC	Traitement déchets verts	6.033.000 €
	Construction d'un nouveau parc à conteneur : Tournai 3	412.000 €
	Extension de 21 parcs à conteneurs existants : ensemble des parcs à conteneurs existants	1.470.000 €
	Traitement déchets verts	4.000.000 €
	Conditionnement du fluff pour valorisation énergétique	(1)
INTRADEL	Optimisation des périphériques de biométhanisation	2.000.000 €
	Extension du hall de compostage et de stockage du digestat	3.000.000 €
	Revamping incinérateur	110.000.000 €
	Station de transfert fluvial (transformation)	2.000.000 €
	Biométhanisation	11.000.000 €
ICDI	Traitement déchets verts	6.495.000 €
	Construction de 7 nouveaux parcs à conteneurs : Verviers 2 (Stembert), Liège 5, Liège 6, Liège 7, Basse-Meuse, Chaudfontaine 2 (Beaufays), Flémalle 2	5.898.000 €
	Extension de 17 parcs à conteneurs existants : Blegny, Fléron, Grâce-Hollogne, Herstal, Oupeye, Aywaille, Chaudfontaine, Raeren, Spa, Sprimont, Ans, Juprelle, Nandrin, Seraing 1, Wanze, Waremme, Remicourt	2.039.500 €
	Traitement déchets verts	2.410.000 €
	Travaux fours 2 et 3 (épuration fumées)	6.000.000 €
INTERSUD	UVE réhabilitation ligne 2 (travaux en cours)	28.000.000 €
	Réhabilitation 3 ^e ligne	40.000.000 €
	Construction de 4 nouveaux parcs à conteneurs : Charleroi 2, 3, 4, Montigny-le-Tilleul	3.591.307 €
	Traitement déchets verts	1.500.000 €
	Plate-forme de transfert (à réaliser à proximité du CET) pour OMB et encombrants (+ organiques ?)	600.000 €
IBW	Construction de 4 nouveaux parcs à conteneurs : Froidchapelle, Momignies, Beaumont, Lobbes	3.530.000 €
	Extension d'un parc à conteneurs : Thuin	200.000 €
	Centre de transfert tri-prétraitement DM	25.000.000 €
	Avenant réhabilitation four 2	2.265.000 €

Intercommunales	Projets	Investissement prévu (part publique)
	Denox incinérateur	6.190.000 €
	Analyseurs fumées	250.000 €
	Modernisation déchets verts	2.350.000 €
	Construction de 5 nouveaux parcs à conteneurs : Braine-le-Château, Villers-la-Ville, Chaumont-Gistoux, Lasne, Braine-l'Alleud	2.905.001 €
	Extension de 11 parcs à conteneurs existants : Rixensart, Walhain, Perwez, Incourt, Jodoigne, Orp-Jauche, Nivelles, Tubize, Braine-le-Comte, Ittre et Rebecq	1.600.000 €
ISPH	Construction de 3 nouveaux parcs à conteneurs : Mons 3, Quévy, Honnelles	2.700.000 €
	Extension de 5 parcs à conteneurs existants : Baudour, Colfontaine, Jemappes, Boussu, Frameries	2.200.000 €
IDEA	Extension de 4 parcs à conteneurs existants : Soignies, Manage, Morlanwelz, Binche	2.106.637 €
TOTAL		413.407.916 €

(1) non budgété car redondant avec Four 7 Ipalle

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 décembre 2007 relatif au financement des infrastructures de gestion de déchets.

Namur, le 13 décembre 2007.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,
B. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2008 — 460

[2008/200426]

13. DEZEMBER 2007 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Finanzierung der Abfallbewirtschaftungsanlagen

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle, insbesondere der Artikel 27 und 28;

Aufgrund des am 6. Juli 2006 abgegebenen Gutachtens der Kommission für Abfälle;

Aufgrund des am 21. September 2006 abgegebenen Gutachtens des "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoher Rat der Städte, Gemeinden und Provinzen der Wallonischen Region);

Aufgrund des am 22. Mai 2006 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 8. Juni 2006 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund der am 28. August 2007 in Anwendung des Artikels 84, § 1, Absatz 1, 1° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachten Nr. 43.381/2/V und 43.382/2/V des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,
Beschließt:

Titel 1 — Gemeinsame Bestimmungen

KAPITEL I. — Definitionen

Artikel 1 - Zur Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° Abfall: Abfall, wie er im Sinne des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle definiert wird;

2° Abfallbewirtschaftungsanlage: Containerpark, Abfallverbringungsanlage, Sortierungsanlage, Vorbehandlungsanlage, Aufwertungsanlage für vergärbare organische Abfälle, Aufwertungsanlage für Schlacken oder Verbrennungsanlage mit energetischer Verwertung;

3° Tarifierung der Abfälle: die Überwälzung der Bewirtschaftungskosten der Abfälle aus der gewöhnlichen Tätigkeit der Haushalte auf die Benutzer;

4° Benutzer: abfallerzeugender Haushalt und Leistungsempfänger des von der Gemeinde geleisteten Dienstes für die Abfallbewirtschaftung;

5° bezuschussbarer Anteil: Teil der Investition, der dem Verhältnis zwischen der für die Bewirtschaftung der in Artikel 4 erwähnten Abfälle tatsächlich benutzten gewichtsmäßigen Kapazität der Anlage und der Gesamtkapazität der Anlage entspricht;

6° Minister: der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Abfallpolitik gehört;

7° wallonischer Abfallplan: der aufgrund des Dekrets vom 21. April 1994 zur umweltspezifischen Planung im Rahmen einer nachhaltigen Entwicklung festgelegte Plan;

8° Dekret: das Dekret vom 27. Juni 1996 über die Abfälle;

9° Amt: das "Office wallon des déchets" (Wallonisches Amt für Abfälle), wie es im Sinne des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle definiert wird.

KAPITEL II — *Bedingungen für die Gewährung der Zuschüsse*

Art. 2 - Lediglich die Gemeinden und Gemeindevereinigungen, die die Bewirtschaftung der Abfälle übernehmen, können die in dem vorliegenden Erlass erwähnten Zuschüsse in Anspruch nehmen.

Ab dem 1. Januar 2008 setzt die Gewährung des Zuschusses die Einhaltung des Artikels 21 des Dekrets und der in dessen Ausführung getroffenen Maßnahmen voraus.

Wenn der Antrag auf Zuschuss von einer Gemeindevereinigung ausgeht, kann lediglich ein im strategischen Plan dieser Interkommunalen im Sinne des Artikels L.1523-13, § 4, Absatz 2 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung angeführtes Projekt bezuschusst werden.

Art. 3 - Es können Zuschüsse gewährt werden für:

1° die Arbeiten zum Bau und Ausbau von Abfallbewirtschaftungsanlagen, einschließlich:

- a) der Ausrüstungen für die Bewirtschaftung, Handhabung und Lagerung der Abfälle;
- b) der Ausstattungen für die Kontrolle, den Schutz und die Überwachung der Umweltfreundlichkeit der Anlagen, einschließlich des EDV-Systems zur Übermittlung der Informationen an das Amt;
- c) der Einrichtung von Flächen zur Lagerung von Abfällen vor deren Behandlung oder der Lagerung der nicht mehr verwertbaren Abfälle der Behandlungseinheit;
- d) der gesamten oder teilweisen Gestaltung der Umgebung und der privaten Zufahrtsstraßen der bezuschussten Anlagen;
- e) der zur Führung der Abfallbewirtschaftungsanlagen erforderlichen Gebäude;

2° den Umbau und die Erweiterung von Abfallbewirtschaftungsanlagen, wenn diese dazu bestimmt sind, die bestehenden Anlagen an neue gesetzliche oder vorschriftsmäßige Erfordernisse anzupassen, einschließlich der in 1°, a bis c angeführten Zwecke;

3° die zur Durchführung der in Punkt 1° erwähnten bezuschussbaren Bauarbeiten erforderlichen geotechnischen Untersuchungen und die Durchführungskosten von Versuchen, die vom Amt zugelassen sind;

4° den Erwerb der für die Durchführung der in Punkt 1 erwähnten bezuschussbaren Arbeiten erforderlichen Immobiliengüter;

5° die unangemeldeten Fahrzeuge und Maschinen, die für die Abfallbewirtschaftungsanlagen bestimmt sind;

6° die Ausrüstungen für den Transport der vom Zuschussempfänger erzeugten Energie bis zur Grenze des Eigentums des ersten Benutzers;

7° die Kosten für die Untersuchungen von Pilotprojekten, die ausschließlich Haushaltsabfälle und gleichgestellte Abfälle betreffen, insofern diese ab dem Datum des Erlasses, durch den der Zuschuss gewährt wird, nicht mehr als drei Jahre dauern und deren Betrag unter 250.000 Euro liegt. Diese Pilotprojekte beschränken sich auf:

- a) Abfallsammelstellen oder neue Methoden zur Abfallsammlung von Haus zu Haus oder durch freiwilliges Bringen, die auf dem Gebiet einer oder mehrerer Gemeinden durchgeführt werden;
- b) neue Behandlungsanlagen oder neue Techniken, die zur Modernisierung der bestehenden Infrastrukturen bestimmt sind.

Art. 4 - Um bezuschusst werden zu können, müssen die Abfallbewirtschaftungsanlagen teilweise oder völlig für die Bewirtschaftung folgender Abfälle bestimmt sein:

1° die bei den üblichen Tätigkeit der Haushalte anfallenden Abfälle;

2° die in den Rubriken 200201, 200301, 200302, 200303 und 200307 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. Juli 1997 zur Festlegung eines Abfallkatalogs erwähnten Abfälle;

3° die Abfälle aus klinischen Aktivitäten und der Gesundheitspflege der Klasse A und B1, die eventuell aus Vorbehandlungsanlagen entstammen, so wie sie in dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 30. Juni 1994 über die Abfälle aus klinischen Aktivitäten und der Gesundheitspflege bestimmt worden sind.

Art. 5 - Es können keine Zuschüsse gewährt werden für:

1° die Abfallbewirtschaftungsanlagen, für die der Zuschussempfänger weder über ein dingliches Recht, noch über das Recht verfügt, ein dingliches Recht aufgrund einer Kaufoption zu erwerben;

2° die Fahrzeuge für die Sammlung und die Beförderung der Abfälle;

3° die sich außerhalb des Betriebsgeländes befindenden öffentlichen Zufahrtsstraßen;

4° jegliche mit den Kosten für die Einrichtung, den Betrieb und die Instandsetzung der technischen Vergrabungszentren verbundenen Ausgaben;

5° den Abbau der bezuschussten Güter;

6° die Erneuerung bezuschusster Anlagen, und zwar während der gesamten Abschreibungsperiode des nicht bezuschussten Teils dieser Anlagen.

Art. 6 - Der Zuschuss wird gewährt oder verweigert unter Berücksichtigung:

1° der Beschränkungen der Haushaltsmittel des Amtes bezüglich der Zuschüsse;

2° der Übereinstimmung des Projekts mit dem Dekret vom 27. Juni 1996 über die Abfälle und seiner Kohärenz mit den Zielsetzungen des wallonischen Abfallplans;

3° der Einhaltung durch seinen Empfänger der Bestimmungen, die im wallonischen Abfallplan für die Abfallbewirtschaftung, für die er verantwortlich ist, vorgesehen sind.

KAPITEL III — *Verpflichtungen des Zuschussempfängers*

Art. 7 - § 1. Um einen Zuschuss in Anspruch nehmen zu können, muss die Gemeinde oder die Gemeindevereinigung zwangsläufig:

1° die bezuschusste Anlage vorrangig mit den in Artikel 4 erwähnten Abfällen versorgen, um den bezuschussbaren Anteil zu erreichen, der anlässlich der in Artikel 12, § 4 erwähnten festen Zusage bestimmt wird;

2° falls außergewöhnliche Umstände es erfordern, zeitweilig und auf Aufforderung der Regierung die in Artikel 4 erwähnten Abfälle aus anderen Gemeinden oder Gemeindevereinigungen annehmen, und zwar zu den finanziellen Bedingungen, die auf die Gemeinden anwendbar sind, die die Anlage üblicherweise benutzen;

3° den in Artikel 4 erwähnten Abfällen aus anderen Gemeinden oder Gemeindevereinigungen einen nicht diskriminierenden Zugang zu den bezuschussten Anlagen gewähren;

4° Rückstellungen für Großreparaturen auf den Gesamtbetrag der Investition bilden, durch die die Anlage während der gesamten Abschreibungsdauer optimal betrieben werden kann; diese Rückstellungen müssen jährlich mindestens bis zu 0,5% der Investitionen für das Bauwesen, 0,2% der Investitionen für die Elektromechanik und 0,5% der Investitionen für Fahrmaterial gebildet werden;

5° dem Amt mittels des von ihm bestimmten EDV-Systems vierteljährlich die Informationen übermitteln, durch die die monatliche Entwicklung der Durchführung des wallonischen Abfallplans beurteilt werden kann, insbesondere die Informationen bezüglich der Sammlung, Aufwertung und Beseitigung der Abfälle;

6° von der durch oder aufgrund der Gesetzgebung zu einer Rücknahme der Abfälle verpflichteten Person oder, im Falle eines Beitritts zu einer Umweltvereinbarung oder zu einer zugelassenen, mit der Durchführung der Rücknahmepflicht beauftragten Einrichtung, von der für die Verwaltung der Rücknahmepflicht sorgenden Einrichtung einen Preis verlangen, der die gesamten, mit der Bewirtschaftung dieser Abfälle verbundenen Investitions- und Betriebskosten der bezuschussten Anlage deckt, und der Region jährlich den Teil des vereinnahmten Betrags rückvergüten, der den Zuschüssen und den regionalen Beihilfen für die Anlage entspricht, und zwar gemäß den von der Regierung verabschiedeten Modalitäten;

7° von jeder Person, die die bezuschusste Anlage für andere als in Artikel 4 erwähnte Abfälle benutzt, einen Preis verlangen, durch den die gesamten Investitions- und Betriebskosten der besagten Anlage unter Berücksichtigung des bezuschussbaren Anteils gedeckt werden können, und der Region jährlich den Teil des vereinnahmten Betrags rückvergüten, der den Zuschüssen und den regionalen Beihilfen für die Anlage entspricht;

8° den Ministern, zu deren Zuständigkeitsbereich die Abfallpolitik und die inneren Angelegenheiten gehören, auf deren erste Aufforderung hin jegliche Auskunft, welcher Art auch immer, bezüglich der bezuschussten Anlagen und deren Verwaltung mitteilen, hauptsächlich jegliche Änderung des im Rahmen der Durchführung der bezuschussten Anlagen getragenen Anteils der Mehrwertsteuer;

9° falls der Zuschuss den Erwerb oder den Bau eines Immobiliengutes zum Gegenstand hat:

a) die Zweckbestimmung des Immobiliengutes nicht ohne die Genehmigung des Ministers ändern;

b) im Falle einer vollständigen oder teilweisen Veräußerung des Immobiliengutes vor Ablauf seiner Abschreibungsdauer, den nicht abgeschrieben Anteil des Betrags des Zuschusses, der um 60% des eventuell erzielten Mehrwerts erhöht wird, zurückzahlen;

10° dem Amt jährlich die Elemente und Belege übermitteln, die die Einhaltung des Artikels 21 des Dekrets und die in dessen Ausführung getroffenen Maßnahmen bescheinigen.

§ 2. Unbeschadet des Paragraphen 1 unterliegt die Gewährung des Zuschusses für die Containerparks für Haushaltsabfälle folgenden zusätzlichen Bedingungen:

a) in dem bereits vorhandenen oder geplanten Containerpark können mindestens dreizehn der folgenden Kategorien von Abfällen selektiv gesammelt werden:

1° inerte Abfälle;

2° Haushaltsperrmüll;

3° Abfälle aus elektrischen und elektronischen Ausstattungen;

4° Grünabfälle;

5° Holzabfälle;

6° Papier und Pappe;

7° Buntglas und Weißglas;

8° Kunststoffe;

9° Textilien;

10° Metalle;

11° Altspeiseöle und -fette;

12° andere Altöle als unter 11° angegeben;

13° ausgediente Batterien;

14° Sonderabfälle aus Haushalten;

15° Asbestzementabfälle;

16° Altreifen.

b) die Benutzer haben kostenlos Zugang zu den von ihrer Gemeinde oder von der Gemeindevereinigung, deren Mitglied ihre Gemeinde ist, verwalteten Containerparks;

c) die Benutzer aus dem Gebiet einer anderen Gemeinde oder Gemeindevereinigung haben Zugang zu den Containerparks und die Kosten des durch den Dienstleistungserbringer erwiesenen Dienstes werden vorher von der Gemeinde, aus der sie stammen, von ihnen selbst oder durch jede andere Vertragsbestimmung gedeckt.

KAPITEL IV — *Gewährung der Zuschüsse*

Abschnitt 1 — Berechnungsgrundlage der Zuschüsse

Art. 8 - Der Endbetrag der bezuschussbaren Ausgaben wird nach Einreichung durch den Zuschussempfänger der Schlussabrechnung der Ausgaben bezüglich der gemäß Artikel 9 erstellten Kosten für die Durchführung des Projekts nach Abzug der Bezuschussung vonseiten jeglichen anderen öffentlichen oder privaten Organs von der Regierung auf Gutachten des Amtes verabschiedet.

Der regionale Zuschuss wird nach dem Endbetrag der bezuschussbaren Ausgaben zu den in Artikel 11 festgelegten Prozentsätzen berechnet. Falls eine andere Abfallbewirtschaftungsanlage als ein Containerpark nicht ausschließlich zur Bewirtschaftung der in Artikel 4 erwähnten Abfälle benutzt wird, beschränkt sich der Zuschuss auf den bezuschussbaren Anteil. In dem Beschluss, durch den der Zuschuss gewährt wird, wird der bezuschussbare Anteil festgelegt.

Für die Containerparks wird der bezuschussbare Anteil auf 100% für die gesamte Abschreibungsperiode festgesetzt.

Art. 9 - Die Kosten für die Durchführung des bezuschussbaren Projekts verstehen sich als Betrag des im Hinblick auf die Durchführung des besagten Projekts vergebenen Auftrags, dem die nachstehenden Elemente hinzugefügt werden können, insofern sie vorher von der Regierung auf Gutachten des Amtes genehmigt worden sind:

1° die Kosten der unerlässlichen oder unvorhersehbaren zusätzlichen Umgestaltungen und Arbeiten;

2° 5% des Gesamtbetrags des Auftrags, die bei der Ausführung des Auftrags als Gemeinkosten gelten und die Folgendes enthalten:

a) die Honorare des Projektautors;

b) die Kosten für die Überwachung der Ausführung des Auftrags;

c) die Ausschreibungskosten für die Vergabe des Auftrags;

d) die Versicherungskosten für die Kontrolle und die Baustelle bis zur endgültigen Abnahme;

3° die Zinsen der zur Finanzierung der Durchführung des zu bezuschussenden Projekts aufgenommenen Anleihen zu einem Zinssatz von höchstens 5% pro Jahr.

Art. 10 - Der Zuschuss für den Erwerb von Immobiliengütern wird auf der Grundlage der vom Immobilienerwerbskomitee oder vom Einnahmer des Einregistrierungsamtes erstellten Veranschlagung berechnet.

Wenn der Erwerbspreis unter der Veranschlagung liegt, wird der Zuschuss nach diesem Preis berechnet.

Abschnitt 2 — Prozentsatz des Zuschusses

Art. 11 - Unbeschadet der in Titel II des vorliegenden Erlasses erwähnten spezifischen Bestimmungen wird der Prozentsatz des Zuschusses folgendermaßen festgelegt:

1° 85% des bezuschussbaren Anteils der Anlage für die Abschlussarbeiten oder die Erweiterung des Containerparknetzes;

2° 35% des bezuschussbaren Anteils für die Vorbehandlungs- oder Sortierungsanlagen, für die Anlagen zur Kompostierung, zur Biogasgewinnung aus organischen Abfällen, für die Anlagen zur Behandlung von Sperrmüll, für die Abfallverbringungsanlagen und für die Verwaltungsgebäude, die nicht in den Behandlungsanlagen integriert sind und die für das Personal der Abfallbewirtschaftung bestimmt sind;

3° 30% des bezuschussbaren Anteils für die Energieverwertungsanlagen, die Abfallverbrennungsanlagen mit Energierückgewinnung und für die Kosten für die Studien von Musterprojekten.

Abschnitt 3 — Antrags- und Genehmigungsverfahren für die Zuschüsse

Art. 12 - § 1. Jedes Jahr im Laufe des ersten Trimesters übermittelt die untergeordnete Behörde dem Minister einen Terminplan der Anträge auf Zuschüsse für das laufende Jahr und das darauffolgende Jahr, sowie jegliche in den genehmigten Projekten erfolgte Abänderung.

In diesem Terminplan werden der genaue Gegenstand der Anträge auf Zuschüsse und deren Eingliederung in den Zielsetzungen des Wallonischen Abfallplans aufgezeichnet.

Das Amt untersucht die technische und wirtschaftliche Zweckmäßigkeit der Vorentwürfe und deren Vereinbarkeit mit dem Wallonischen Abfallplan.

Auf Gutachten des Amtes informiert der Minister jedes Jahr vor Ende des ersten Semesters die Gemeinde oder Gemeindevereinigung über die Vorentwürfe, die in Betracht gezogen werden und sieht die Haushaltsmittel vor.

§ 2. Der Antragsteller übermittelt dem Amt die Unterlagen des Vorentwurfs zu einer technischen Begutachtung.

Dem Bericht des Amtes zufolge kann der Minister eine prinzipielle Zusage für den Zuschuss geben. Innerhalb von 90 Kalendertagen ab dem Eingang des Berichts stellt er seinen Beschluss zu.

§ 3. Der Antragsteller übermittelt dem Amt seinen Beschluss über die Vergabe des Auftrags.

Gegebenenfalls wird der Bericht, der die Veranschlagung des Immobilienerwerbskomitees oder des Einnahmers des Einregistrierungsamtes enthält, dem Bericht beigefügt.

Innerhalb von 90 Kalendertagen übermittelt das Amt dem Minister seinen Bericht; Letzterer kann eine feste Zusage für den Zuschuss gemäß den spezifischen Bestimmungen der Titel 2 und 3 geben.

Abschnitt 4 — Auszahlung der Zuschüsse

Art. 13 - Das Amt überprüft die Teilbeträge des Zuschusses und zahlt sie aus.

Art. 14 - Die Auszahlung des Zuschusses unterliegt:

1° dem vorherigen Erhalt und der Aufrechterhaltung aller erforderlichen Genehmigungen;

2° der Einhaltung der in Artikel 17 vorgesehenen Verpflichtungen.

Der Zuschuss wird im Verhältnis der Gemeinden ausgezahlt, die ihre in Artikel 7 vorgesehenen Verpflichtungen erfüllt haben und die Unterlagen vorgelegt haben, die dies bescheinigen. Für die anderen Gemeinden wird die Auszahlung des Zuschusses bis zur Vorlage aller Unterlagen, die die Einhaltung der in Artikel 7 vorgesehenen Verpflichtungen bescheinigen, ausgesetzt.

Abschnitt 5 — Rückerstattung der Zuschüsse

Art. 15 - Dem Minister wird die Gesamtheit oder ein Teil des gewährten Zuschusses zurückerstattet:

1° wenn die in dem vorliegenden Erlass vorgesehenen Gewährungsbedingungen und die Verpflichtungen des Empfängers nicht eingehalten werden;

2° im Falle einer Herabsetzung der Berechnungsgrundlage des Zuschusses, insbesondere infolge der Inkennntnisnahme der in Anwendung des Artikels 7, § 1, 7° zu übermittelnden Auskünfte.

Auf Vorschlag des Ministers verabschiedet die Regierung die Modalitäten zur Rückerstattung des Zuschusses.

**Titel 2 — Spezifische Bestimmungen für die Projekte,
deren Zuschuss durch jährliche Teilbeträge ausgezahlt wird**

Abschnitt 1 — Anwendungsbereich

Art. 16 - Von dem vorliegenden Titel sind die bezuschussbaren Projekte betroffen, die in der dem vorliegenden Erlass beigefügten Liste angeführt werden. In dieser Liste werden die gesamten, am 30. März 2006 bekannten Investitionsprojekte angegeben, die von der Wallonischen Region finanziert werden könnten; sie kann durch andere bezuschussbare Projekte ergänzt werden, deren Durchführungskosten mindestens 250.000 Euro betragen.

Die Kostenschwelle für die Durchführung des Projekts von 250.000 Euro wird am 1. Januar eines jeden Jahres je nach der Entwicklung des Index der Verbraucherpreise des Vorjahres angepasst.

Der Bezugsindex ist der Index der Verbraucherpreise am 1. Januar des Jahres 2007.

Abschnitt 2 — Prozentsatz der Zuschüsse

Art. 17 - § 1. Die in Artikel 11, § 1, 2° und 3° festgelegten Prozentsätze werden um fünf Prozent erhöht, wenn die bezuschusste Anlage mindestens zehn Prozent der in Artikel 4 erwähnten Abfälle, die in einem territorialen Bereich einer anderen Gemeindevereinigung erzeugt werden, in Empfang nimmt. Der zur Anwendung erhöhter Prozentsätze berücksichtigte territoriale Bereich der Gemeindevereinigungen wird am 1. Januar 2005 festgelegt.

Die Prozentsätze werden um zehn Prozent erhöht wenn die bezuschusste Anlage mindestens fünfunddreißig Prozent dieser Abfälle annimmt, und um fünfzehn Prozent, wenn die bezuschusste Anlage mindestens sechzig Prozent dieser Abfälle annimmt.

Zur Anwendung des vorliegenden Paragraphen entspricht der Prozentsatz der Abfälle, der zu einer Erhöhung des Prozentsatzes berechtigt, dem Prozentsatz der Bevölkerung, deren Abfälle im Hinblick auf deren Bewirtschaftung in der Anlage eines anderen territorialen Bereichs gesammelt werden.

§ 2. Der in § 1, 2° für die Kompostierungs- und Biogasgewinnungsanlagen vorgesehene Prozentsatz wird auf Vorlage der Auszüge, die die effektive Verwertung von mindestens 90% der erzeugten Kompostmengen in der Landwirtschaft, im Gartenbau oder in der Forstwirtschaft bescheinigen, um 5% erhöht.

Abschnitt 3 — Gewährung und Auszahlung der Zuschüsse

Art. 18 - Jede Akte zur Beantragung eines Zuschusses, einschließlich für die Erweiterung der Kapazität der Anlage, jedoch unter Ausschluss der Containerparks, ist nur insofern zulässig, als der Antragsteller über folgende Garantien in Sachen Versorgung der Anlage verfügt:

1° mindestens neunzig Prozent der Kapazität der Anlage müssen garantiert sein, zumindest für deren in Artikel 20, § 2 erwähnte Abschreibungsdauer;

2° neunzig Prozent des bezuschussbaren Anteils der Anlage müssen für deren in Artikel 20, § 2 erwähnte Abschreibungsdauer durch eine Versorgung mit in Artikel 4 erwähnten Abfällen garantiert sein.

Diese Versorgungsgarantien werden entweder unter Bezugnahme auf die während des Jahres vor der Antragstellung effektiv behandelten oder gesammelten Tonnengehalte oder die in Anwendung des Sammelplans vorgesehenen zu sammelnden Mengen, oder durch einen Vertrag im Sinne des Artikels 5bis des Dekrets, oder gegebenenfalls durch die Satzungen der Vereinigung geboten.

Art. 19 - Nach dem in Artikel 12 erwähnten Bericht des Amtes kann der Minister nach Genehmigung durch die Regierung der zu gewährenden Haushaltsmittel eine feste Zusage für den Zuschuss für die Infrastrukturprojekte gewähren. Innerhalb einer Frist von 90 Kalendertagen ab dem Eingang des Berichts des Amtes stellt er seinen Beschluss zu.

Art. 20 - § 1. Der Betrag des für das abgelaufene Haushaltsjahr auszahlenden Zuschusses wird jedes Jahr unter Berücksichtigung des bezuschussbaren Anteils festgelegt. Für die Containerparks wird der bezuschussbare Anteil gemäß Artikel 12 festgesetzt.

§ 2. Die Zahlung des Zuschusses wird auf die gesamte Abschreibungsperiode verteilt.

Zur Anwendung des vorliegenden Titels wird die Abschreibungsdauer einer bezuschussten Anlage auf zwanzig Jahre festgesetzt, außer für das unangemeldete, unmittelbar für den Betrieb der Anlage bestimmte Fahrmaterial, für das die Abschreibungsdauer sieben Jahre beträgt.

In außergewöhnlichen Fällen, die insbesondere in Artikel 3, 2° erwähnt werden, kann durch den Beschluss zur Gewährung eines Zuschusses eine unterschiedliche Abschreibungsdauer festgelegt werden; in diesem Fall können die Durchführungskosten unter € 250.000 liegen.

Jeder Teilbetrag wird nach dem Jahrestag der amtlichen Erklärung der industriellen Inbetriebsetzung ausgezahlt. In Ermangelung einer derartigen Erklärung wird der Teilbetrag am Jahrestag der vorläufigen Annahme der Anlage gezahlt. Die Zahlung des ersten Teilbetrags erfolgt nach dem ersten Jahrestag der amtlichen Erklärung der industriellen Inbetriebsetzung oder mangels dessen der vorläufigen Annahme.

Art. 21 - § 1. An jedem Jahrestag der industriellen Inbetriebsetzung oder der vorläufigen Annahme der Anlage reicht der Zuschussempfänger beim Amt eine Akte mit den Informationen ein, durch die Folgendes ermöglicht wird:

1° die Festsetzung des bezuschussbaren Anteils;

2° die endgültige Festsetzung des Prozentsatzes des Zuschusses für das abgelaufene Jahr;

3° die Bestimmung der Beträge, die bei den Inhabern einer Rücknahmepflicht oder bei den mit der Durchführung der Rücknahmepflichten beauftragten Verwaltungsinstanzen für die Benutzung seiner Abfallbewirtschaftungsanlagen vereinnahmt wurden;

4° die Beurteilung jeglicher eventuellen Änderung der Eigentumsverhältnisse der bezuschussten Anlage;

5° die Überprüfung der Einhaltung der in Artikel 8 des vorliegenden Erlasses festgelegten Verpflichtungen;

6° die Bestimmung der Versorgung der Anlage an in Artikel 4 erwähnten Abfällen, einschließlich der eventuellen Verminderung der in Artikel 12, § 2 erwähnten Versorgungsgarantien und der zu deren Wiederherstellung getroffenen Maßnahmen;

7° die Kontrolle der bewirtschafteten Abfälle, ihrer Zweckbestimmung und der verwerteten Erzeugnisse.

Die Punkte 1° und 2° finden keine Anwendung auf die bezuschussten Containerparks.

§ 2. Innerhalb einer Frist von fünfzehn Tagen ab dem Eingang der Akte stellt das Amt eine Empfangsbestätigung aus. Wenn die Akte unvollständig ist, werden in der Empfangsbestätigung die fehlenden Daten angegeben, die vorzuweisen sind. In Ermangelung einer Antwort seitens des Antragstellers des Zuschusses kann das Amt vermuten, dass die Anlage die Bedingungen zum Erhalt des Zuschusses nicht mehr erfüllt.

Innerhalb einer Frist von drei Monaten ab dem Eingang der vollständigen Akte legt das Amt den Teilbetrag fest. Es legt den Betrag fest, der infolge der Nichteinhaltung des Artikels 21 des Dekrets und seiner Durchführungsmaßnahmen gemäß Artikel 14 von der Bezuschussung ausgeschlossen ist.

Im Rahmen einer Bezuschussung, die einer Gemeindevereinigung gewährt wird, beruht der von der Bezuschussung ausgeschlossene Betrag auf dem verhältnismäßigen Anteil der Benutzer, für die die in Artikel 21 vorgesehenen Bestimmungen nicht angewandt werden; er bleibt zu Lasten der betroffenen Gemeinden.

§ 3. Falls das Amt den Empfang der Akte nicht bescheinigt oder seinen Beschluss nicht innerhalb der in Paragraph 2, Absatz 2 erwähnten Frist zugestellt hat, oder im Falle einer Anfechtung, ruft der Antragsteller des Zuschusses den Minister an und sendet ihm die Abschrift der Akte per Einschreiben bei der Post gegen Empfangsbestätigung. Dieser stellt ihm seinen Beschluss innerhalb von sechzig Tagen nach seiner Anrufung zu.

Falls der Minister nicht innerhalb dieser Frist seinen Beschluss zugestellt hat, kann der Antragsteller die Regierung mit der Akte gemäß den in Paragraph 1 erwähnten Modalitäten befassen. Innerhalb von fünfundvierzig Tagen ab ihrer Anrufung stellt die Regierung ihren Beschluss per Einschreiben zu.

Art. 22 - Die Zahlung erfolgt nach Ablauf des in Artikel 21 vorgesehenen Verfahrens.

Titel 3 — Spezifische Bestimmungen bezüglich der anderen Projekte

Abschnitt 1 — Anwendungsbereich

Art. 23 - Von dem vorliegenden Titel sind die bezuschussbaren Projekte betroffen, die nicht in Titel II erwähnt werden.

Zur Anwendung des Artikels 5, 6^o wird die Abschreibungsperiode für das Fahrmaterial auf sieben Jahre und für die anderen Ausrüstungen auf 20 Jahre festgesetzt.

Abschnitt 2 — Gewährung der Zuschüsse

Art. 24 - Nach dem in Artikel 12 erwähnten Bericht des Amtes kann der Minister eine feste Zusage für den Zuschuss gewähren und die Haushaltsmittel einsetzen. Innerhalb einer Frist von 90 Kalendertagen ab dem Eingang des Berichts des Amtes stellt er seinen Beschluss zu.

Falls die Abfallbewirtschaftungsanlage nicht ausschließlich zur Bewirtschaftung der in Artikel 4 erwähnten Abfälle benutzt wird, werden in der festen Zusage für den Zuschuss die Modalitäten für die Herabstufung des Zuschusses und für die Rückzahlung der Gesamtheit oder eines Teils dieses Zuschusses je nach der Entwicklung des bezuschussbaren Anteils der Anlage festgelegt.

Art. 25 - Auf Gutachten des Amtes bestimmt die Regierung den Endbetrag des Zuschusses, nachdem der Zuschussempfänger die Schlussabrechnung der Ausgaben eingereicht hat.

Die Gemeindevereinigung, deren Zuschussbetrag herabgesetzt wird, weil eine Gemeinde die sich aus Artikel 21 des Dekrets ergebenden Verpflichtungen nicht eingehalten hat, wälzt den aus diesem Grund verweigerten Zuschussbetrag auf die säumige Gemeinde ab.

Für die Zuschüsse zugunsten der Containerparks muss die Schlussabrechnung innerhalb einer Frist von fünf Jahren ab der Gewährung der festen Zusage für den Zuschuss eingereicht werden. Nach Ablauf dieser Frist verfällt die Zusage für den Zuschuss und die zur Zahlung noch anzuordnenden Beträge können aufgelöst werden.

Titel 4 — Übergangs-, Aufhebungs- und Schlussbestimmungen

Art. 26 - Zur Anwendung des vorliegenden Erlasses verstehen sich die angegebenen Beträge exklusive MwSt.

Art. 27 - Die Artikel 2 bis 16 und 26 bis 33 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. April 1998 über die Gewährung von Zuschüssen an die untergeordneten Behörden in Sachen Vermeidung und Bewirtschaftung von Abfällen werden außer Kraft gesetzt, außer was die vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses zu Lasten des Haushalts eingesetzten Zuschüsse betrifft. Diese werden durch den vorerwähnten Erlass vom 30. April 1998 weiterhin geregelt.

Die auf der Grundlage des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. April 1998 gewährten prinzipiellen Zusagen bleiben gültig, insofern die betroffenen Projekte vor dem 1. Mai 2007 eingeleitet wurden. Im Übrigen bleibt der vorliegende Erlass anwendbar.

Art. 28 - Der Minister wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 13. Dezember 2007

Der Minister-Präsident,
R. DEMOTTE

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,
B. LUTGEN

Anlage		
Interkommunalen	Projekte	Vorgesehene Investition (öffentlicher Anteil)
BEPN	Biogasgewinnung	18.000.000 €
	Erweiterung Grünabfälle	750.000 €
	Plattformen Verbringung	3.444.346 €
	Sortierung Zerkleinerung Sperrmüll (einschließlich IDELUX)	5.000.000 €
	Bau 3 neuer Containerparks: Bièvre, Ohey, Profondeville	2.699.400 €
	Erweiterung von 9 bereits vorhandenen Containerparks: Dinant, Jemeppe, Sambreville, Fosses, Naninne, Ciney, Couvin, Walcourt, Beauraing	2.431.000 €
IDELUX	Verbringung-Vorbehandlung Restabfälle	5.000.000 €
	Renovierung der Kompostierungsanlage von Habay	5.000.000 €
	Biogasgewinnung Tenneville	13.000.000 €
	Zerkleinerer Hauptanlage	416.000 €
	Bau 3 neuer Containerparks: Arlon, Meix-devant-Virton, Bouillon 2	1.503.000 €
	Erweiterung von 15 bereits vorhandenen Containerparks: Arlon, Bertrix, Chiny, Erezée, Libin, Habay, Nassogne, Stavelot, Paliseul, Aubange, Amel, Manhay, Vielsam, Fauvillers, Bouillon	1.632.000 €
IPALLE	Anpassung Verbrennung (Ofen 6 + Dénox)	30.958.697 €
	Ofen 7 und Rauchgasbehandlung	31.828.029 €
	Platte zur Lagerung von Schlacken	4.000.000 €
	Behandlung Grünabfälle	6.033.000 €
	Bau eines neuen Containerparks: Tournai 3	412.000 €
	Erweiterung von 21 bereits vorhandenen Containerparks: Gesamtheit der bereits vorhandenen Containerparks	1.470.000 €
ITRADEC	Behandlung Grünabfälle	4.000.000 €
	Konditionierung von Fluff für Energieverwertung	(1)
	Optimierung der Randflächen der Biogasgewinnung	2.000.000 €
	Erweiterung der Kompostierungs- und Lagerhalle der Gärreste	3.000.000 €
INTRADEL	Instandsetzung Verbrennungsöfen	110.000.000 €
	Station für die Verbringung via die Wasserstraßen (Umbau)	2.000.000 €
	Biogasgewinnung	11.000.000 €
	Behandlung Grünabfälle	6.495.000 €
	Bau 7 neuer Containerparks: Verviers 2 (Stembert), Lüttich 5, Lüttich 6, Lüttich 7, Niedere Maas, Chaudfontaine 2 (Beaufays), Flémalle 2	5.898.000 €
	Erweiterung von 17 bereits vorhandenen Containerparks: Blegny, Fléron, Grâce-Hollogne, Herstal, Oupeye, Aywaille, Chaudfontaine, Raeren, Spa, Sprimont, Ans, Juprelle, Nandrin, Seraing 1, Wanze, Waremme, Remicourt	2.039.500 €
ICDI	Behandlung Grünabfälle	2.410.000 €
	Arbeiten Ofen 2 und 3 (Rauchgassanierung)	6.000.000 €
	Energieverwertungseinheit Sanierung Anlage 2 (begonnene Arbeiten)	28.000.000 €
	Sanierung Anlage 3	40.000.000 €
	Bau 4 neuer Containerparks: Charleroi 2, 3, 4, Montigny-le-Tilleul	3.591.307 €
INTERSUD	Behandlung Grünabfälle	1.500.000 €
	Verbringungsplattform (in der Nähe des technischen Vergrabungszentrums einzurichten) für groben Hausmüll und Sperrmüll (+ organische Abfälle ?)	600.000 €
	Bau 4 neuer Containerparks: Froidchapelle, Momignies, Beaumont, Lobbes	3.530.000 €
	Erweiterung eines Containerparks: Thuin	200.000 €
IBW	Abfallverbringungsanlage Sortierung-Vorbehandlung Hausmüll	25.000.000 €
	Zusatz Sanierung Ofen 2	2.265.000 €

Interkommunalen	Projekte	Vorgesehene Investition (öffentlicher Anteil)
	Denox Verbrennungsofen	6.190.000 €
	Rauchgasanalyatoren	250.000 €
	Modernisierung Grünabfälle	2.350.000 €
	Bau 5 neuer Containerparks: Braine-le-Château, Villers-la-Ville, Chaumont-Gistoux, Lasne, Braine-l'Alleud	2.905.001 €
	Erweiterung von 11 bereits vorhandenen Containerparks: Rixensart, Walhain, Perwez, Incourt, Jodoigne, Orp-Jauche, Nivelles, Tubize, Braine-le-Comte, Ittre und Rebecq	1.600.000 €
ISPH	Bau 3 neuer Containerparks: Mons 3, Quévy, Honnelles	2.700.000 €
	Erweiterung von 5 bereits vorhandenen Containerparks: Baudour, Colfontaine, Jemappes, Boussu, Frameries	2.200.000 €
IDEA	Erweiterung von 4 bereits vorhandenen Containerparks: Soignies, Manage, Morlanwelz, Binche	2.106.637 €
INSGESAMT		413.407.916 €

(1) nicht im Haushalt geplant, da redundant mit Ofen 7 Ipalle.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. Dezember 2007 zur Finanzierung der Abfallbewirtschaftungsanlagen als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 13. Dezember 2007

Der Minister-Präsident,
R. DEMOTTE

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,
B. LUTGEN

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2008 — 460

[2008/200426]

13 DECEMBER 2007. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de financiering van de afvalbeheersinstallaties

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen, inzonderheid op de artikelen 27 en 28;

Gelet op het advies van de Afvalcommissie, gegeven op 6 juli 2006;

Gelet op het advies van de "Conseil supérieur des villes, communes et provinces de la Région wallonne" (Hoge Raad van de steden, gemeenten en provincies van het Waalse Gewest), gegeven op 21 september 2006;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 22 mei 2006;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 8 juni 2006;

Gelet op de adviezen 43.381/2/V en 43.382/2/V van de Raad van State, gegeven op 28 augustus 2007, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,

Besluit :

Titel I. — Gemeenschappelijke bepalingen

HOOFDSTUK I. — Begripsomschrijving

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° afval : afval zoals omschreven in het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen;

2° afvalbeheersinstallatie : containerpark, transfercentrum, sorteercentrum, voorbehandelingsinstallatie, centrum voor de valorisatie van fermenteerbare organische afval, centrum voor de valorisatie van slakken of verbrandingsinstallatie met energetische valorisatie;

3° tarifiering van de afval : de afwenteling op de gebruikers van de beheerskosten van afval uit de gebruikelijke activiteit van de gezinnen;

4° gebruiker : afvalproducerend gezin dat in aanmerking komt voor de afvalbeheersdienst verleend door de gemeente;

5° subsidieerbaar gedeelte : deel van de investering gelijk aan de verhouding tussen de gewichtscapaciteit van de installatie die daadwerkelijk gebruikt wordt voor het beheer van de afval bedoeld in artikel 4 en de totale capaciteit van de installatie;

6° Minister : de Minister bevoegd voor het Afvalbeleid;

7° Waals afvalplan : plan opgesteld krachtens het decreet van 21 april 1994 betreffende de betreffende de planning inzake milieu in het kader van duurzame ontwikkeling;

8° decreet : het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen;

9° "dienst" : "Office wallon des déchets" (Waalse dienst voor afvalstoffen), zoals bedoeld in het decreet van 27 juni 1996.

HOOFDSTUK II. — *Voorwaarden voor de toekenning van de subsidies*

Art. 2. Alleen de gemeenten en verenigingen van gemeenten die instaan voor het afvalbeheer kunnen in aanmerking komen voor de subsidies waarop dit besluit betrekking heeft.

Vanaf 1 januari 2008 wordt de toekenning van de subsidie onderworpen aan de inachtneming van artikel 21 van het decreet en van de maatregelen die krachtens het decreet genomen worden.

Als de subsidieaanvraag door een vereniging van gemeenten wordt ingediend, kan een subsidie alleen toegekend worden voor een project dat in het strategische plan van die intercommunale opgenomen is in de zin van artikel L.1523-13, § 4, tweede lid, van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie.

Art. 3. Er kan een subsidie toegekend worden voor :

1° werken i.v.m. de bouw of de uitbreiding van afvalbeheersinstallaties, m.i.v. :

- a) het materieel voor het beheer, de hantering en de opslag van de afval;
- b) de uitrustingen om de installaties te controleren, te beschermen en er toezicht op te houden op het vlak van het milieu, m.i.v. het informaticasysteem voor de transmissie van gegevens aan de Dienst;
- c) de aanleg van zones voor de opslag van de afval vooraleer hij behandeld wordt of voor de opslag van de door de verwerkingseenheid geweigerde afval;
- d) het geheel of een deel van de inrichting van de omgeving en de private toegangswegen van de gesubsidieerde installaties;
- e) de gebouwen die nodig zijn voor de bediening van de afvalbeheersinstallaties;

2° de verbouwing en de hernieuwing van afvalbeheersinstallaties om te voldoen aan nieuwe wettelijke of reglementaire verplichtingen, m.i.v. de bestemmingen vermeld in 1°, a tot c ;

3° de geotechnische studies die nodig zijn voor de uitvoering van subsidieerbare werken bedoeld in 1° en de kosten voor de uitvoering van proeven waarmee de Dienst instemt;

4° de aanwerving van gebouwen die nodig zijn voor de uitvoering van subsidieerbare werken bedoeld in 1°;

5° de niet ingeschreven voertuigen en tuigen die voor de afvalbeheersinstallaties bestemd worden;

6° de uitrustingen voor het vervoer van de door de begunstigde van de subsidie voortgebrachte energie tot aan de grens van de eigendom van de eerste gebruiker;

7° de studiekosten voor proefprojecten die uitsluitend huis- en daarmee gelijkgestelde afval betreffen voor zover ze niet langer duren dan drie jaar, te rekenen van de datum van het besluit waarbij de subsidie wordt toegekend, en voor zover het bedrag ervan kleiner is dan 250.000 euro. Deze proefprojecten beperken zich tot :

a) propere ruimtes of nieuwe methodes inzake afvalophaal aan huis of door vrijwillige aanvoer op het grondgebied van één of meer gemeenten;

b) nieuwe behandelingsinstallaties of nieuwe technieken voor de modernisering van de bestaande infrastructuur.

Art. 4. Om in aanmerking te komen voor een subsidie moeten de afvalbeheersinstallaties gedeeltelijk of geheel bestemd zijn voor het beheer van de volgende afval :

1° de afval uit de gebruikelijke activiteit van de gezinnen;

2° de afval bedoeld in de rubrieken 200201, 200301, 200302, 200303 en 200307 van het besluit van de Waalse Regering van 10 juli 1997 tot opstelling van een afvalcatalogus;

3° de ziekenhuis- en gezondheidszorgafval van klasse A en B1 die eventueel voortkomt uit voorbehandelings-eenheden, zoals bedoeld in het besluit van de Waalse Regering van 30 juni 1994 betreffende de ziekenhuis- en gezondheidsafval.

Art. 5. Er kan geen subsidie toegekend worden voor :

1° de afvalbeheersinstallaties waarvoor de begunstigde niet beschikt over een zakelijk recht, noch over het recht om een zakelijk recht te verwerven krachtens een aankoopoptie;

2° de voertuigen voor afvalophaal en -vervoer;

3° de openbare toegangswegen buiten de exploitatiesite;

4° elke uitgave i.v.m. de aanleg, de exploitatie en het herstel van de centra voor technische ingraving;

5° de ontmanteling van de gesubsidieerde goederen;

6° de hernieuwing van gesubsidieerde installaties gedurende de hele periode van de afschrijving van het gesubsidieerde gedeelte ervan.

Art. 6. De subsidie wordt toegekend of geweigerd rekening houdend met :

1° de perken van de begrotingskredieten van de Dienst m.b.t. die subsidies;

2° de conformiteit van het project met de bepalingen van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen en de coherentie ervan t.o.v. de doelstellingen van het Waalse afvalplan;

3° de naleving door de begunstigde van de bepalingen bedoeld in het Waalse afvalplan voor het beheer van de afval waarvoor hij verantwoordelijk is.

HOOFDSTUK III. — *Verplichtingen van de begunstigde van de subsidie*

Art. 7. § 1. Om een subsidie te genieten moet de gemeente of vereniging van gemeenten :

1° de gesubsidieerde installatie bevoorraden met de afval bedoeld in artikel 4 om het subsidieerbare gedeelte te halen dat is vastgelegd bij de vaste subsidiebelofte bedoeld in artikel 12, § 4;

2° indien vereist wegens buitengewone omstandigheden, tijdelijk en op verzoek van de Regering de in artikel 4 bedoelde afval uit andere gemeenten of verenigingen van gemeenten aannemen onder de financiële voorwaarden die van toepassing zijn op de gemeenten die de installatie doorgaans gebruiken;

3° een niet discriminerende toegang tot de gesubsidieerde installaties verlenen aan de in artikel 4 bedoelde afval uit andere gemeenten of verenigingen van gemeenten;

4° voorschotten voor grote herstellingen aanleggen op de totale investering met het oog op een optimale werking van de installatie over de gezamenlijke afschrijvingsduur; die voorschotten worden jaarlijks aangelegd naar rato van minimum 0,5 % van de civieltechnische investeringen, 2 % voor de investeringen in elektromechanica en 5 % voor de investeringen in rollend materieel;

5° de Dienst om de drie maanden via het door hem bepaalde informaticasysteem de gegevens verstrekken voor de beoordeling van de maandelijks evolutie van de uitvoering van het Waalse afvalplan, o.a. de gegevens betreffende de inzameling, de valorisatie en de wegwerking van de afval;

6° van de persoon die bij of krachtens de wetgeving aan de terugnameplicht onderworpen is of, in geval van instemming met een milieuovereenkomst of van aansluiting bij een erkende instelling belast met de uitvoering van de terugnameplicht, de instelling die het beheer van de terugnameplicht waarneemt, een prijs vorderen die de gezamenlijke investerings- of werkingskosten van de gesubsidieerde installatie m.b.t. het beheer van die afval dekt en aan het Gewest jaarlijks het gedeelte van het bedrag terugbetalen dat overeenstemt met de gewestelijke subsidies en tegemoetkomingen voor de installatie, met inachtneming van de modaliteiten die de Regering bepaalt;

7° van elke persoon die gebruik maakt van de gesubsidieerde installatie voor andere afval dan die bedoeld artikel 4, een prijs vorderen die de gezamenlijke investerings- of werkingskosten van bedoelde installatie dekt, rekening houdend met het subsidieerbare gedeelte, en jaarlijks aan het Gewest het gedeelte van het ontvangen bedrag terugbetalen dat overeenstemt met de gewestelijke subsidies en tegemoetkomingen voor de installatie;

8° aan de Ministers die bevoegd zijn voor het afvalbeleid en Binnenlandse Aangelegenheden op hun eerste verzoek elk gegeven verstrekken m.b.t. de gesubsidieerde installaties en het beheer ervan, meer bepaald elke wijziging van het gedeelte van de belasting op de toegevoegde waarde gedragen in het kader van de realisatie van de gesubsidieerde installaties;

9° als de subsidie betrekking heeft op de aanwerving of de bouw van een gebouw :

a) de bestemming van het gebouw niet wijzigen zonder de toestemming van de Minister;

b) in geval van totale of gedeeltelijke vervreemding van het gesubsidieerde gebouw vóór het verstrijken van de afschrijvingsduur ervan, het niet afgeschreven gedeelte van het subsidiebedrag, verhoogd met 60 % van de eventueel verwezenlijkte meerwaarde, terugbetalen;

10° de Dienst jaarlijks de gegevens en bewijsstukken overleggen waaruit blijkt dat artikel 21 van het decreet in acht genomen werd en dat maatregelen krachtens het decreet genomen werden.

§ 2. Onverminderd paragraaf 1 wordt de toekenning van de subsidie voor containerparken voor huisafval onderworpen aan de volgende bijkomende voorwaarden :

a) het bestaande of in project zijnde containerpark maakt de selectieve inzameling van minstens dertien van de volgende categorieën afval mogelijk :

1° inerte afval;

2° grove huisafval;

3° afval van elektrische en elektronische uitrustingen;

4° groenafval;

5° houtafval;

6° papier en karton;

7° kleur- en witglas;

8° kunststoffen;

9° textiel;

10° metalen;

11° afgewerkte oliën en vetten voor voedingsgebruik;

12° de afgewerkte oliën die niet sub 11 opgenomen zijn;

13° afgewerkte batterijen;

14° speciale afval van de gezinnen;

15° asbest-cementafval;

16° versleten banden;

b) de gebruikers hebben gratis toegang tot de containerparken beheerd door hun gemeente of door de vereniging van gemeenten waarbij hun gemeente aangesloten is;

c) de gebruikers afkomstig van het grondgebied van een andere gemeente of vereniging van gemeenten hebben toegang tot de containerparken en de prijs van de dienst verstrekt door de dienstverstrekker wordt vooraf gedekt door de gemeente waarvan ze afkomstig zijn, door henzelf of krachtens elke andere overeenkomstbepaling.

HOOFDSTUK IV. — *Toekenning van de subsidies*

Afdeling 1. — Basis voor de berekening van de subsidies

Art. 8. Het eindbedrag van de subsidieerbare uitgaven wordt na advies van de Dienst door de Regering vastgelegd na indiening door de begunstigde van de eindrekening van de uitgaven betreffende de kostprijs van de uitvoering van het project, berekend overeenkomstig artikel 9, na aftrek van de tegemoetkoming van elk ander privé of openbaar orgaan.

De gewestelijke subsidie wordt op grond van het eindbedrag van de subsidieerbare uitgaven berekend tegen de percentages die in artikel 11 vastliggen. Als een andere afvalbeheersinstallatie dan een containerpark niet uitsluitend voor het beheer van de in artikel 4 bedoelde afval gebruikt wordt, wordt de subsidie tot het subsidieerbare gedeelte beperkt. Het subsidieerbare gedeelte wordt bepaald bij de beslissing tot subsidietoekenning.

Voor de containerparken wordt het subsidieerbare gedeelte over de hele afschrijvingsperiode op 100 % vastgelegd.

Art. 9. De kostprijs van de uitvoering van het subsidieerbare project is het bedrag van de opdracht gegund met het oog op de uitvoering van dat project, plus onderstaande elementen, mits toestemming van de Regering na advies van de Dienst, :

1° de kostprijs van de wijzigingen en de noodzakelijke of onvoorzienbare bijkomende werken;

2° 5 % van het totaalbedrag van de opdracht als algemene kosten betreffende de uitvoering van de opdracht, met inbegrip van :

a) de honoraria van de auteur van het project;

b) de kosten van het toezicht op de uitvoering van de opdracht;

c) de aanbestedingskosten;

d) de kosten inzake controleverzekering en de werfkosten tot de definitieve oplevering;

3° de rente van de leningen aangegaan met het oog op de financiering van de uitvoering van het te subsidiëren project, tegen de minimumvoet van 5 % per jaar.

Art. 10. De subsidie voor de aanwerving van gebouwen wordt berekend op basis van de schatting vastgelegd door het comité voor de aanwerving van gebouwen of door de Ontvanger van de Registratie.

Als de aanwervingsprijs lager is dan de schatting, wordt de subsidie op basis van die prijs berekend.

Afdeling 2. — Percentage van de subsidies

Art. 11. Onverminderd de specifieke bepalingen bedoeld in Titel II van dit besluit wordt het bedrag van de subsidie vastgelegd op :

1° 85 % van het subsidieerbare gedeelte van de installatie, voor de voltooiing of de uitbreiding van het containerparknet;

2° 35 % van het subsidieerbare gedeelte voor de voorbehandelings- of sorteerinstallaties, de composteerinstallaties, de installaties voor de biomethanisering van de organische afval, de installaties voor de behandeling van grove afval, de transfercentra en de administratieve gebouwen die niet geïntegreerd zijn in de behandelingsinstallaties en die bestemd zijn voor het afvalbeheerspersoneel;

3° 30 % van het subsidieerbare gedeelte voor de installaties voor energetische valorisatie, de installaties voor afvalverbranding met energierugwinning en voor de studiekosten i.v.m. proefprojecten.

Afdeling 3. — Procedure voor de aanvraag en de toekenning van subsidies

Art. 12. § 1. De gemeente of vereniging van gemeenten bezorgt de Minister jaarlijks in de loop van het eerste kwartaal een tijdschema van de subsidieaanvragen voor het lopende en het komende jaar, alsook elke wijziging i.v.m. de goedgekeurde projecten.

Dat tijdschema bevat het nauwkeurige voorwerp van de subsidieaanvragen en de opnemings ervan in de doelstellingen van het Waalse afvalplan.

De Dienst onderzoekt de technische en economische geschiktheid van de voorprojecten en de coherentie ervan met het Waalse afvalplan.

Na advies van de Dienst geeft de Minister de gemeente of vereniging van gemeenten jaarlijks vóór het einde van het eerste semester kennis van de voorprojecten die in aanmerking zullen komen en voorziet hij in de begrotingskredieten.

§ 2. De aanvrager maakt de documenten van het voorproject voor technisch onderzoek over aan de Dienst.

Op grond van het verslag van de Dienst kan de Minister een principiële subsidiebelofte toekennen. Hij geeft kennis van zijn beslissing binnen een termijn van 90 kalenderdagen, te rekenen van de datum van ontvangst van het verslag.

§ 3. De aanvrager maakt zijn beslissing i.v.m. de aanbesteding van de opdracht aan de Dienst over.

In voorkomend geval wordt het rapport dat de schatting van het comité voor de aanwerving van gebouwen of van de Ontvanger van de Registratie bevat bij het verslag gevoegd.

De Dienst maakt zijn rapport binnen 90 kalenderdagen over aan de Minister, die de principiële subsidiebelofte kan toekennen overeenkomstig de specifieke bepalingen van de Titels 2 en 3.

Afdeling 4. — Betaling van de subsidies

Art. 13. De subsidieschijven worden door de Dienst gecontroleerd en uitbetaald.

Art. 14. De betaling van de subsidie wordt onderworpen aan :

1° de voorafgaande verkrijging van de vereiste vergunningen en aan de handhaving hiervan;

2° de nakoming van de verplichtingen bedoeld in artikel 7.

De subsidie wordt betaald naar rato van de gemeenten die voldaan hebben aan de verplichtingen bedoeld in artikel 7 en die de desbetreffende bewijsstukken hebben overgelegd. Voor de overige gemeenten wordt de betaling van de subsidie opgeschort tot de overlegging van alle stukken waaruit blijkt dat voldaan werd aan de verplichtingen bedoeld in artikel 7.

Afdeling 5. — Terugvordering van de subsidies

Art. 15. De Minister vordert het geheel of een deel van de verleende subsidie terug :

1° als de toekenningsvoorwaarden waarin dit besluit voorziet en de verplichtingen van de begunstigde niet vervuld zijn;

2° in geval van verlaging van de basis voor de berekening van de subsidie, o.a. ingevolge de kennisneming van de overeenkomstig artikel 7, § 1, 7°, over te maken gegevens.

De modaliteiten voor de terugvordering van de subsidie worden door de Regering bepaald op voorstel van de Minister.

**Titel 2. — Specifieke bepalingen betreffende de projecten
waarvoor de subsidie per jaarlijkse schijven betaald wordt**

Afdeling 1. — Toepassingsgebied

Art. 16. Deze titel slaat op de subsidieerbare projecten die opgenomen zijn op de bij dit besluit gevoegde lijst. Deze lijst bevat het geheel van de op 30 maart 2006 gekende investeringsprojecten die door het Gewest gefinancierd kunnen worden; ze kan aangevuld worden met andere subsidieerbare projecten waarvan de uitvoeringskost 250.000 euro of meer bedraagt.

Het maximumbedrag van de uitvoeringskost van 250.000 euro wordt jaarlijks op 1 januari geïndexeerd naargelang van de evolutie van het indexcijfer van de consumptieprijzen van het vorige jaar.

De referentieindex is het indexcijfer van de consumptieprijzen op 1 januari 2007.

Afdeling 2. — Percentage van de subsidies

Art. 17. § 1. De percentages bedoeld in artikel 11, § 1, 2° en 3°, worden met vijf percent verhoogd indien de gesubsidieerde installatie minstens tien percent van de in artikel 4 bedoelde afval in ontvangst neemt die in het territoriale ambtsgebied van een andere vereniging van gemeenten geproduceerd wordt. Het territoriale ambtsgebied van de verenigingen van gemeenten die in aanmerking komen voor de toepassing van de verhoogde percentages is op 1 januari 2005 vastgelegd.

Ze worden met tien percent verhoogd indien de gesubsidieerde installatie minstens vijfendertig percent van die afval in ontvangst neemt en met vijftien percent indien ze minstens zestig percent in ontvangst neemt.

Voor de toepassing van deze paragraaf stemt het afvalpercentage dat recht geeft op de percentageverhoging overeen met het bevolkingspercentage waarvan de afval ingezameld wordt om beheerd te worden in de installatie van een ander territoriaal ambtsgebied.

§ 2. Het percentage bedoeld in § 1, 2°, voor de composteer- en biomethaniseringsinstallaties wordt met 5 % verhoogd na overlegging van de borderellen waaruit blijkt dat minimum 90 % van de hoeveelheden geproduceerde compost daadwerkelijk gevaloriseerd werd in de land-, tuin- en bosbouw.

Afdeling 3. — Toekenning en betaling van de subsidies

Art. 18. Elk dossier betreffende de aanvraag van subsidies, ook voor de uitbreiding van de capaciteit van een installatie maar met uitsluiting van de containerparken, is ontvankelijk voor zover de aanvrager beschikt over de volgende garanties inzake bevoorrading van de installatie :

1° minstens negentig percent van de capaciteit van de installatie zijn gewaarborgd, ten minste voor de afschrijvingsduur ervan bedoeld in artikel 20, § 2;

2° negentig percent van het subsidieerbare gedeelte van de installatie worden voor de afschrijvingsduur ervan bedoeld in artikel 20, § 2, gewaarborgd door een bevoorrading in afval bedoeld in artikel 4.

Deze bevoorradingsgaranties worden gegeven hetzij met verwijzing naar de tonnages die daadwerkelijk behandeld of ingezameld werden in de loop van het jaar vóór de aanvraag of naar de vooropgestelde hoeveelheden die volgens het inzamelingsschema ingezameld moeten worden, hetzij bij overeenkomst in de zin van artikel 5bis van het decreet, hetzij, desgevallend, door de statuten van de vereniging.

Art. 19. Op basis van het in artikel 12 bedoelde rapport van de Dienst kan de Minister voor infrastructuurprojecten een vaste subsidiebelofte toekennen nadat de Regering de te verlenen begrotingskredieten heeft goedgekeurd. Hij geeft kennis van zijn beslissing binnen een termijn van 90 kalenderdagen, te rekenen van de datum van ontvangst van het rapport van de Dienst.

Art. 20. § 1. Het voor het afgelopen boekjaar te betalen subsidiebedrag wordt jaarlijks vastgelegd op grond van het subsidieerbare gedeelte. Voor de containerparken wordt het subsidieerbare gedeelte overeenkomstig artikel 12 vastgelegd.

§ 2. De betaling van de subsidie wordt verdeeld over de gezamenlijke afschrijvingsperiode.

Voor de toepassing van deze titel wordt de duur van de afschrijving van een gesubsidieerde installatie op twintig jaar vastgelegd, behalve voor het niet ingeschreven rollend materieel dat rechtstreeks bestemd is voor de exploitatie van de installatie, waarvoor de afschrijvingsduur op zeven jaar vastgelegd is.

In uitzonderlijke gevallen, waarin o.a. artikel 3, 2°, voorziet, kan bij de beslissing tot subsidietoekenning een andere afschrijvingsduur vastgelegd worden; in dit geval kunnen de uitvoeringskosten lager zijn dan € 250.000.

Elke schijf wordt betaald na de verjaardag van de officiële verklaring van de industriële inbedrijfstelling. Bij gebrek aan dergelijke verklaring wordt de schijf betaald op de verjaardag van de voorlopige oplevering van de installatie. De eerste schijf wordt betaald na de eerste verjaardag van de officiële verklaring van de industriële inbedrijfstelling of, bij gebreke daarvan, van de voorlopige oplevering.

Art. 21. § 1. Op elke verjaardag van de industriële inbedrijfstelling of van de voorlopige oplevering van de installatie richt de begunstigde van de subsidie een dossier aan de Dienst met de gegevens op grond waarvan :

1° het subsidieerbare gedeelte vastgelegd kan worden;

2° het subsidiepercentage voor het afgelopen jaar definitief vastgelegd kan worden;

3° de bedragen die voor het gebruik van zijn afvalbeheersinstallaties geïnd worden bij de houders van een terugnameplicht of de met de uitvoering van de terugnameplicht belaste beheersinstellingen, vastgelegd kunnen worden;

4° elke eventuele wijziging van het eigendomsstelsel van de gesubsidieerde installatie beoordeeld kan worden;

5° kan worden nagegaan of voldaan wordt aan de verplichtingen waarin artikel 8 van dit besluit voorziet;

6° de bevoorrading van de installatie met afval bedoeld in artikel 4, met inbegrip van het eventuele verlies van de bevoorradingsgaranties bedoeld in artikel 12, § 2, kan worden bepaald, alsook de maatregelen die genomen worden om ze te herstellen;

7° controle uitgeoefend kan worden op de beheerde afval en op de bestemming ervan, alsook op de gevaloriseerde producten.

De punten 1° en 2° zijn niet van toepassing op de gesubsidieerde containerparken.

§ 2. De Dienst bericht ontvangst binnen een termijn van vijftien dagen, die ingaat op de datum van ontvangst van het dossier. Als het dossier onvolledig is, worden de te verstrekken ontbrekende gegevens nader bepaald in het bericht van ontvangst. Bij gebrek aan antwoord van de aanvrager van de subsidie kan de Dienst vermoeden dat de installatie niet meer voldoet aan de voorwaarden tot toekenning van de subsidie.

De Dienst bepaalt het bedrag van de schijf binnen een termijn van drie maanden, die ingaat op de datum van ontvangst van het volledige dossier. Hij preciseert het bedrag dat niet in aanmerking komt voor de subsidie wegens niet naleving van artikel 21 van het decreet en van de desbetreffende uitvoeringsmaatregelen, overeenkomstig artikel 14.

Indien subsidies aan een vereniging van gemeenten worden toegekend, wordt het bedrag dat niet in aanmerking komt voor de subsidiëring berekend op grond van de hoeveelheid gebruikers die niet onder de toepassing van de bepalingen van artikel 21 van het decreet valt; het blijft voor rekening van de betrokken gemeenten.

§ 3. Indien de Dienst geen ontvangst van het dossier bericht heeft of zijn beslissing niet heeft meegedeeld binnen de termijn bedoeld in paragraaf 2, tweede lid, of in geval van betwisting, maakt de aanvrager van de subsidie de zaak aanhangig bij de Minister en bezorgt hij hem een afschrift van het dossier bij ter post aangetekend schrijven met bericht van ontvangst. De Minister geeft kennis van zijn beslissing binnen zestig dagen na de aanhangigmaking.

Als de Minister zijn beslissing niet meedeelt binnen die termijn, kan de aanvrager het dossier bij de Regering aanhangig maken volgens de modaliteiten die in paragraaf 1 vastliggen. De Regering deelt haar beslissing bij aangetekend schrijven mee binnen vijfenveertig dagen na de aanhangigmaking.

Art. 22. De uitbetaling wordt verricht na afloop van de procedure waarin artikel 21 voorziet.

Titel 3. — Specifieke bepalingen betreffende de overige projecten

Afdeling 1. — Toepassingsveld

Art. 23. Deze titel slaat op de subsidieerbare projecten die niet onder titel II vallen.

Voor de toepassing van artikel 5, 6°, wordt de afschrijvingsperiode op zeven jaar vastgelegd voor het rollend materieel en op twintig jaar voor de overige uitrustingen.

Afdeling 2. — Toekenning van de subsidies

Art. 24. Op basis van het in artikel 12 bedoelde rapport van de Dienst kan de Minister een vaste subsidiebelofte toekennen en de begrotingskredieten vastleggen. Hij geeft kennis van zijn beslissing binnen een termijn van negentig kalenderdagen, die ingaat op de datum van ontvangst van het rapport van de Dienst.

Als de afvalbeheersinstallatie niet uitsluitend voor het beheer van de in artikel 4 bedoelde afval gebruikt wordt, bepaalt de vaste subsidiebelofte de modaliteiten voor de verlaging van de subsidie en de terugbetaling van het geheel of van een deel ervan, al naar gelang van de evolutie van het subsidieerbare gedeelte van de installatie.

Art. 25. Na advies van de Dienst bepaalt de Minister het eindbedrag van de subsidie nadat de begunstigde de eindrekening van de uitgaven heeft ingediend.

De vereniging van gemeenten waarvan het subsidiebedrag verminderd wordt omdat één van de gemeenten niet voldoet aan de verplichtingen waarin artikel 21 van het decreet voorziet, wentelt het bedrag van de aldus geweigerde subsidie integraal af op de in gebreke gebleven gemeente.

Voor de subsidies ten gunste van de containerparken wordt de eindrekening ingediend binnen een termijn van vijf jaar, te rekenen van de datum van toekenning van de vaste subsidiebelofte. Na afloop van die termijn vervalt de subsidiebelofte en mogen de nog te ordonnanceren bedragen vrijgemaakt worden.

Titel 4. — Overgangs-, opheffings- en slotbepalingen

Art. 26. Voor de toepassing van dit besluit worden de bedragen exclusief BTW opgegeven.

Art. 27. De artikelen 2 tot 16 en 26 tot 33 van het besluit van de Waalse Regering van 30 april 1998 betreffende de verlening van toelagen voor afvalpreventie en -beheer aan de ondergeschikte besturen worden opgeheven, behalve wat betreft de subsidies uitgetrokken op de begroting vóór de inwerkingtreding van dit besluit, die verder geregeld worden bij voornoemd besluit van 30 april 1998.

De subsidiebeloftes toegekend op basis van het besluit van de Waalse Regering van 30 april 1998 blijven geldig voor zover de betrokken projecten ten uitvoer zijn gelegd vóór 1 mei 2007. Voor het overige vallen ze onder het toepassingsveld van dit besluit.

Art. 28. De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 13 december 2007.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,
B. LUTGEN

BIJLAGE

Intercommunales	Projecten	Voorziene investering (publiek aandeel)
BEPN	Biomethanisering	18.000.000 €
	Uitbreiding groenafval	750.000 €
	Transferplatforms	3.444.346 €
	Sortering vermaling grove afval (IDELUX inbegrepen)	5.000.000 €
	Bouw van 3 nieuwe containerparken : Bièvre, Ohey, Profondeville	2.699.400 €
	Uitbreiding van 9 bestaande containerparken : Dinant, Jemeppe, Sambreville, Fosses, Naninne, Ciney, Couvin, Walcourt, Beauraing	2.431.000 €
IDELUX	Transfer-voorbehandeling restafval	5.000.000 €
	Lifting composteercentrum Habay	5.000.000 €
	Biomethanisering Tenneville	13.000.000 €
	Vermaler hoofdlijn	416.000 €
	Bouw van 3 nieuwe containerparken : Aarlen, Meix-devant-Virton, Bouillon 2	1.503.000 €
	Uitbreiding van 15 bestaande containerparken : Aarlen, Bertrix, Chiny, Erezée, Libin, Habay, Nassogne, Stavelot, Paliseul, Aubange, Amel, Manhay, Vielsam, Fauvillers, Bouillon	1.632.000 €
IPALLE	Aanpassing verbranding (oven 6 + Dénox)	30.958.697 €
	Oven 7 en rookbehandeling	31.828.029 €
	Afdekplaat slakkenopslag	4.000.000 €
	Behandeling groenafval	6.033.000 €
	Bouw van een nieuw containerpark : Doornik 3	412.000 €
	Uitbreiding van 21 bestaande containerparken : Geheel van de bestaande containerparken :	1.470.000 €
ITRADEC	Behandeling groenafval	4.000.000 €
	Verpakking fluff voor energetische valorisatie	(1)
	Optimisering van de randapparaturen inzake biomethanisering	2.000.000 €
	Uitbreiding van de hall voor de compostering en de opslag van de digestat	3.000.000 €
INTRADEL	Revamping verbrandingsoven	110.000.000 €
	Fluviaal transferstation (ombouw)	2.000.000 €
	Biomethanisering	11.000.000 €
	Behandeling groenafval	6.495.000 €
	Bouw van 7 nieuwe containerparken : Verviers 2 (Stembert), Luik 5, Luik 6, Luik 7, Basse-Meuse, Chaudfontaine 2 (Beaufays), Flémalle 2	5.898.000 €
	Uitbreiding van 17 bestaande containerparken : Blegny, Fléron, Grâce-Hollogne, Herstal, Oupeye, Aywaille, Chaudfontaine, Raeren, Spa, Sprimont, Ans, Juprelle, Nandrin, Seraing 1, Wanze, Borgworm, Remicourt	2.039.500 €
ICDI	Behandeling groenafval	2.410.000 €
	Werken ovens 2 en 3 (rookzuivering)	6.000.000 €
	UVE renovatie lijn 2 (lopende werken)	28.000.000 €
	Renovatie 3e lijn	40.000.000 €
	Bouw van 4 nieuwe containerparken : Charleroi 2, 3, 4, Montigny-le-Tilleul	3.591.307 €
INTERSUD	Behandeling groenafval	1.500.000 €
	Transferplatform (te verwezenlijken in de buurt van het CET) voor OMB en grove afval (+ organische?)	600.000 €
	Bouw van 4 nieuwe containerparken : Froidchapelle, Momignies, Beaumont, Lobbes	3.530.000 €
	Uitbreiding van een containerpark : Thuin	200.000 €
IBW	Transfercentrum sortering-voorbehandeling DM	25.000.000 €
	Avenant renovatie oven 2	2.265.000 €

Intercommunales	Projecten	Voorziene investering (publiek aandeel)
	Denox verbrandingsoven	6.190.000 €
	Analysatoren rook	250.000 €
	Modernisering groenafval	2.350.000 €
	Bouw van 5 nieuwe containerparken : Kasteelbrakel, Villers-la-Ville, Chaumont-Gistoux, Lasne, Eigenbrakel	2.905.001 €
	Uitbreiding van 11 bestaande containerparken : Rixensart, Walhain, Perwijs, Incourt, Geldenaken, Orp-Jauche, Nijvel, Tubeke, 's Gravenbrakel, Itter en Rebecq	1.600.000 €
ISPH	Bouw van 3 nieuwe containerparken : Bergen 3, Quévy, Honnelles	2.700.000 €
	Uitbreiding van 5 bestaande containerparken : Baudour, Colfontaine, Jemappes, Boussu, Frameries	2.200.000 €
IDEA	Uitbreiding van 4 bestaande containerparken : Zinnik, Manage, Morlanwelz, Binche	2.106.637 €
TOTAAL		413.407.916 €

(1) niet gebudgetteerd omdat redundant met Oven 7 Ipalle.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 13 december 2007 betreffende de financiering van de afvalbeheersinstallaties.

Namen, 13 december 2007.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,
B. LUTGEN

ANDERE BESLUITEN — AUTRES ARRETES

GRONDWETTELIJK HOF

[C – 2007/21111]

Nationale Orden

Bij koninklijke besluiten van 28 december 2006, 9 april en 20 juli 2007 werden de volgende eervolle onderscheidingen verleend aan de hierna vermelde rechters, referendarissen en leden van het administratief personeel van het Grondwettelijk Hof:

Leopoldsorde

Ridder

— Mevr. Monique Coen, echtgenote Vanderbiest, eerste administratief deskundige (8 april 2007);

— Mevr. Monique Andries, echtgenote Verstrepen, eerste administratief deskundige (8 april 2007).

Zij zullen het burgerlijk ereteken dragen.

Kroonorde

Grootofficier

— de heer Marc Bossuyt, rechter (6 februari 2007).

Commandeur

— de heer Jean Charade, adviseur (8 april 2007).

Ridder

— Mevr. Marleen Van Hoecke, echtgenote Van Brussel, eerste administratief deskundige (8 april 2007).

Gouden Palmen

— Mevr. Micheline Kevers, echtgenote Fareneau, administratief medewerker (8 april 2007).

Orde van Leopold II

Grootkruis

— Baron (André) Alen, rechter (19 maart 2007).

COUR CONSTITUTIONNELLE

[C – 2007/21111]

Ordres nationaux

Par arrêtés royaux des 28 décembre 2006, 9 avril et 20 juillet 2007, les distinctions honorifiques suivantes ont été décernées aux juges, référendaires et membres du personnel administratif de la Cour constitutionnelle ci-après désignés:

Ordre de Léopold

Chevalier

— Mme Monique Coen, épouse Vanderbiest, premier expert administratif (8 avril 2007);

— Mme Monique Andries, épouse Verstrepen premier expert administratif (8 avril 2007).

Elles porteront la décoration civile.

Ordre de la Couronne

Grand Officier

— M. Marc Bossuyt, juge (6 février 2007).

Commandeur

— M. Jean Charade, conseiller (8 avril 2007).

Chevalier

— Mme Marleen Van Hoecke, épouse Van Brussel, premier expert administratif (8 avril 2007).

Palme d'Or

— Mme Micheline Kevers, épouse Fareneau, collaborateur administratif (8 avril 2007).

Ordre de Léopold II

Grand-Croix

— Baron (André) Alen, juge (19 mars 2007).